

Septembre 1928
Troisième Année. — N° 22

REVUE MENSUELLE

Le Numéro { FRANCE : 3 francs
ÉTRANGER : 5 francs

ABONNEMENT..... Un an : 30 francs. — ÉTRANGER : 50 francs

PROMETHEE



SOMMAIRE

1 ^{er} Septembre 1928.....	***
Les Soviets et le Pacte contre la guerre.....	Georges SCELLE, <i>Prof. de droit intern. à l'Université de Dijon.</i>
Document oublié.....	M. JEREMIJEV.
La politique générale de la paix et le bolchevisme...	BATZAR.
La République d'Azerbaïdjan.....	RASSOUL-ZADÉ.
Les bolcheviks et le Proche-Orient	J. B.
Franç Thomas.....	Kh. CHAVICKVILI.
Ahmed Tsalikkaty.....	F. E.
 <i>Revue de la Presse : Vers l'abîme. — A l'admiration de l'Europe. — Pille les pillards. — Idée du droit. — Mise au point. — Le sens du tact. — L'Egypte et le Caucase.</i>	
 <i>Chronique : Azerbaïdjan. — Géorgie.</i>	

RÉDACTION & ADMINISTRATION :

M. Georges GVAZAWA

LIBRAIRIE ORIENTALE & AMÉRICAINE, 3, Rue du Sabot, PARIS (6^e)

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale

des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

Paris, le 1^{er} Septembre 1928.

Que faire devant l'assaut de la barbarie ?

La question n'est pas formulée, ni portée à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale de la S.D.N. qui va s'ouvrir à Genève le 3 septembre, mais elle n'en est pas moins obsédante pour tout esprit soucieux de la tranquillité du monde et de son évolution normale. Depuis le jour où une bande internationale s'est emparée du pouvoir en Russie et que, soutenue par le peuple grand-russien, elle a imposé sa dictature néfaste aux peuples non-russes, l'ancien empire des tsars est devenu un camp retranché dont l'unique but est de détruire la civilisation et de plier le monde tout entier sous la domination de Moscou. La Russie des Soviets dispose d'une armée de sept à huit cent mille hommes et d'une réserve d'environ huit millions d'hommes déjà instruits. Tout laisse supposer qu'elle est prête à déclencher cette « autre guerre », demandée par Lénine. Boukharine, du reste, a bien voulu préciser : « Nous allons vers une nouvelle guerre mondiale, il nous reste très peu de temps pour nous préparer. »

On aurait tort de croire que la Pologne seule suffirait à barrer la route à l'avalanche. Si vigoureuses que soient les épaules de la jeune nation polonaise, elles peuvent fléchir. La Russie Soviétique n'est plus celle de 1920. Si l'Ukraine fut brisée à cette époque, les Républiques du Caucase tenaient encore, constituant un poids indispensable pour l'équilibre des forces. De nos jours tout est changé. C'est alors qu'apparaît le rôle providentiel de la S.D.N. La plus grosse part de responsabilité lui incombe, à n'en pas douter; c'est à son organisme central qu'incombe la fonction et le devoir de s'occuper de tout ce qui menace la paix, et pour mieux dire, la civilisation tout entière.

C'est précisément après le pacte Kellogg qu'apparaît, dans toute son ampleur, cette responsabilité. « La mise hors la loi de la guerre » ouvre des horizons sans limites au rayonnement de l'esprit de droit et de justice, pourvu qu'on veuille qu'il rayonne. Jusqu'à présent, la S.D.N. était obligée de compter avec les possibilités d'exécution de ses décisions et, soucieuse d'éviter tout ce qui eut porté atteinte à son prestige, elle préférerait ne pas toucher aux questions épineuses qui auraient pu, éventuellement, dépasser ses moyens d'action. Maintenant, il ne s'agit plus des « moyens d'action », de canons, de mitrailleuses, et autres engins de destruction, il ne s'agit que du rayonnement de l'idée de droit et de justice, mais pour cela il faut

que cette idée soit émise, qu'elle soit prononcée *pour chaque cas concret* et que chaque acte criminel dans le domaine des relations internationales soit stigmatisé comme tel, sans équivoque ni faiblesse. Telle est, par exemple, la destruction d'un Etat libre par un autre ou l'occupation militaire de son territoire tout entier. C'est précisément le cas du Caucase et de l'Ukraine.

*
**

La révolution russe n'a été qu'un acte grandiose et collectif de tous les peuples de Russie. La colère de ces peuples, soumis depuis longtemps à la tyrannie des tsars, éclata enfin, renversant le trône et brisant les chaînes de l'impérialisme russe. Toute prétention de domination d'un peuple sur un autre, dans les limites de l'empire écroulé, fut abolie dans un effort commun. Après avoir fait d'énormes sacrifices, tous les peuples de l'empire reconquirent le droit imprescriptible de disposer librement d'eux-mêmes. De ce jour, chacun de ces peuples se mit en devoir de se donner la forme de gouvernement la plus appropriée à ses aspirations et à sa mentalité. La Grande Russie se constitua en Etat soviétique, l'Ukraine et les peuples du Caucase adoptèrent la forme démocratique. Ces derniers montrèrent leur pleine maturité pour une vie indépendante et la plupart d'entre eux furent reconnus *de jure* par les grandes puissances. Mais on avait compté sans la bande internationale qui, s'étant emparée du pouvoir en Grande Russie, déclencha la guerre et reconstitua l'une après l'autre les anciennes marches de l'impérialisme tsariste. Après de sanglantes luttes, les armées bolchevistes brisèrent, l'un après l'autre, les Etats indépendants d'Ukraine, du Caucase du Nord, d'Azerbaïdjan, d'Arménie et de Géorgie, juste au moment où ces Etats se présentaient au seuil de la S.D.N. pour y être solennellement reçus.

*
**

Comment peut-on qualifier cet acte ? Peut-on tolérer cette occupation militaire de pays libres et indépendants, occupation effectuée, non pas en vertu d'un droit quelconque, fut-il imaginaire, mais au nom d'une fantaisie criminelle de la révolution mondiale ? Peut-on, à l'instar de Ponce-Pilate, se laver les mains et dire : « Cela ne nous regarde pas ! » Non, il n'est pas possible que la S.D.N. continue à se désintéresser de la question. La mise hors la loi de la guerre ne signifie pas une abdication de la justice internationale. Ce qui est rayé de la doctrine pratiquée jusqu'ici, c'est la guerre et non point la contrainte morale, la contrainte collective sans effusion de sang et sans destruction. Cela revient à dire que la S.D.N. est tenue de constater le crime et de le proclamer bien haut devant le monde entier. Elle ne peut se passer de cette obligation morale sans porter une sérieuse atteinte à l'auréole dont elle est entourée par la foi des peuples.

Il est probable qu'on en rira au Kremlin, mais il est non moins certain que le rire sera jaune et que les visages seront plutôt blêmes. Une motion prise à l'unanimité par l'Assemblée, déclarant *illégal* l'occupation du Caucase et de l'Ukraine, aura des effets incalculables. La grandeur morale à ses fluides mystérieux qui plient parfois les volontés les plus récalcitrantes.

trantes; elle domine les consciences. On se souvient de l'inquiétude qui s'est emparée des dirigeants de Moscou à la nouvelle venue d'Amérique au sujet de la proposition Kellogg. On sait qu'elle eut pour résultat de susciter un ironique sourire. La *Pravda* qualifia la proposition « de produit pacifique bâtarde de l'Immaculée Conception dans le pays du dollar ». A mesure que le « produit bâtarde » recevait l'adhésion générale des puissances, l'inquiétude gagna Moscou et, bientôt, M. Tchitcherine finit par montrer son jeu.

Il usa d'abord de moyens diplomatiques, et entreprit ensuite toute une campagne de presse. Les journaux ayant la réputation d'avoir été suffisamment trempés dans le pétrole du Caucase, crièrent bien haut qu'on ne pouvait pas oublier « un empire qui occupe une sixième partie du monde »... Evidemment qu'on n'a garde d'oublier cette « sixième partie du monde », pas plus que sa constitution, ses crimes et ses buts. C'est pour cela précisément qu'est apparue toute l'impossibilité morale d'envoyer une invitation à M. Tchitcherine et de le recevoir à Paris, où les rues, les murs mêmes, lui eussent crié comme à l'un des assassins des peuples : « Caïn, où est ton frère Abel ? »

Le devoir de la S.D.N. n'est-il pas donc tout tracé ?

*
**

Le 25 septembre 1924, l'Assemblée Générale de la S.D.N. prenait, au sujet de la Géorgie, une résolution invitant le Conseil « à suivre avec attention les événements dans cette partie du monde, à saisir les occasions qui pourraient se présenter d'aider, par des moyens pacifiques, au retour de ce pays à une situation normale ».

Ce moment est venu. Le pacte Kellogg crée non seulement « une occasion à saisir », mais toute une obligation morale de rompre le silence et, par une motion unanime exprimant le postulat de la conscience universelle, d'enrayer le danger qui plane sur l'Europe. Il ne s'agit pas seulement de la Géorgie, mais du Caucase tout entier et de l'Ukraine.

On ne saurait trouver d'autre moyen propre à soulager le poids qui pèse sur la Pologne et sur la Roumanie, et d'autre procédé qui soit de nature à paralyser le mouvement agressif des Soviets.

Il s'agit de la tranquillité de l'Europe tout entière.

Les Soviets et le Pacte contre la guerre

Prométhée a déjà consacré à ce sujet un excellent article, mais il peut sembler utile d'y revenir, car l'affaire est bien curieuse au point de vue diplomatique et juridique. D'ailleurs les déclarations récentes de M. Tchitcherine, répandues par le canal de l'agence Tass, jettent un jour cru sur la psychologie des dirigeants de Moscou.

Du point de vue diplomatique, l'attitude du Gouvernement des Soviets se conçoit aisément. Ils voient qu'on va réunir à Paris, le 28 août, en grande solennité, tout ce que le Monde compte de diplomates et d'hommes d'Etat de première importance. M. Kellogg vient d'Amérique, le Japon envoie

17466

un plénipotentiaire extraordinaire, M. Stresemann vient officiellement en France pour se rencontrer avec MM. Briand et Chamberlain. Toute l'Europe sera là, sauf les Soviets. On comprend donc que M. Tchitcherine ne soit pas content de n'être pas invité et de voir que l'ostracisme dont les Etats-Unis font preuve à l'égard de la Russie officielle, n'ait pas cédé devant le désir du parti républicain de juxtaposer un nouvel Evangile de Paix au Covenant de M. Wilson.

Aussi la note Tasse laisse-t-elle filtrer avec une certaine ingénuité le désir de M. Tchitcherine. Il laisse entendre qu'il est encore temps d'envoyer l'invitation et s'appuie sur la campagne menée en ce sens par une partie de la presse de gauche collectiviste et communiste de certains pays occidentaux. C'est surtout la presse allemande et une partie de la presse libérale anglaise qui s'est manifestée en ce sens : « Je puis déclarer que notre Gouvernement est prêt à prendre part aux négociations », dit M. Tchitcherine, mais il y pose certaines conditions qui, en elles-mêmes, rendent cette bonne volonté inutilisable.

C'est là le comique de l'affaire. M. Tchitcherine demande une invitation, mais en même temps, par une de ces contradictions cavalières qui donnent toute sa saveur à la diplomatie bolchevique, il annonce qu'il troublera la fête; qu'il remettra toutes les négociations à pied d'œuvre et que le Pacte à signer sera non pas le Pacte Briand-Kellogg, mais le Pacte Tchitcherine.

Dans ces conditions, il est peu probable que les Puissances qui sont déjà d'accord sur les possibilités actuelles du texte à signer soient bien pressées d'inviter à leurs agapes diplomatiques quelqu'un qui le « chambardera ».

Ce n'est pas que le Traité Kellogg soit quelque chose de parfait et de définitif. Mais il est peut-être le maximum de ce que l'on peut aujourd'hui obtenir des Puissances, et, en particulier, des Etats-Unis. Il n'est même pas absolument certain que le Sénat de Washington le ratifie sans hésitation. Il faut donc que les dirigeants de Moscou perdent l'espoir de venir faire à son sujet de la surenchère démagogique et appliquer, une fois de plus, le fameux adage latin : *Et propter vitam vivendi perdere causas*. . .

Quelles sont donc les objections d'ordre juridique que M. Tchitcherine adresse au Pacte ?

La première est spéciale à l'U.R.S.S. Le Pacte aurait pour but d'isoler la Russie soviétique et de dresser contre elle une machine de guerre. On reconnaît là la phobie habituelle de l'encerclement. La Russie n'est nullement isolée. Elle n'est pas invitée à figurer parmi les signataires originaires, mais rien ne l'empêchera d'apposer sa signature avec les Etats adhérents, voire même en tête de ceux-ci, lorsque le Pacte aura été signé le 28 août. Le Pacte, en effet, est un Pacte ouvert et général. Le premier projet Kellogg-Briand était bilatéral; il devint ensuite plurilatéral lorsqu'on songea à le conclure entre les grandes Puissances, puis, sur les instances de la France, il est devenu universel et ouvert à l'adhésion de tous les Gouvernements. On enregistrera, avec plaisir, celle du Gouvernement de Moscou si celui-ci veut ainsi prouver que sa politique tend surtout à éviter la guerre, comme la note Tasse le répète à deux reprises au moins, mais, comme l'attitude du gouvernement communiste envers la Roumanie, la Pologne, et ses intrigues en Lithuanie, paraissent peu faits pour le prouver.

Les autres critiques de M. Tchitcherine sont moins spécieuses.

Elles visent d'abord les soi-disant réserves françaises. En réalité, ces réserves n'existent pas. Le Gouvernement français a simplement voulu sauvegarder le système de sécurité laborieusement construit en Europe depuis dix ans, dans le cadre de la Société des Nations, c'est-à-dire les accords de Locarno et les autres traités de sécurité et de défense conclus sous le contrôle du Conseil. C'est cela que M. Tchitcherine qualifie de « moyens de guerre pour défendre les traités existants ». C'est une singulière interprétation. Les Américains ont simplement reconnu que tout Etat avait le droit de se défendre et de défendre un Etat attaqué par un agresseur éventuel. Seul un agresseur éventuel peut s'élever avec colère contre l'entraide et la légitime défense. M. Tchitcherine trahit peut-être un peu ingénument sa déception en demandant que le Pacte Kellogg soit « amélioré » en ce sens qu'il condamnerait les Traités de la France avec les membres de la Petite Entente et la Pologne. Il voudrait même par surcroît l'abrogation des accords de Locarno. La vérité, c'est que le Pacte Kellogg admet que la guerre de sanctions collectives contre un agresseur est légitime parce que ce n'est pas, à proprement parler, une guerre, mais une opération de police, chose dont les brigands internationaux n'aiment pas plus à entendre parler que les malfaiteurs nationaux.

La note Tchitcherine s'attaque ensuite à l'Angleterre et à la réserve n° 10 de la réponse Chamberlain relative aux territoires qui intéressent le Commonwealth britannique et les communications impériales.

C'est ce qu'on a appelé le « monroïsme britannique ». Il répond à la doctrine de Monroë américaine.

Sur ce point, il est vrai, la critique pourrait porter plus facilement. On peut, en effet, reprocher au Pacte Kellogg, lorsqu'il admet qu'il doit y avoir une police internationale, de réserver à deux grandes Puissances, les Etats-Unis et l'Angleterre, le droit exclusif de faire cette police dans des zones déterminées : le Continent américain d'une part, la zone mondiale des intérêts britanniques d'autre part. Une police internationale devrait être faite par un organisme international, c'est-à-dire par la S.D.N., mais, en l'état actuel des choses, il faudrait pour cela que la S.D.N. fût universelle et disposât de moyens plus puissants que ceux qu'elle possède. La socialisation de la police internationale est l'œuvre de l'avenir.

Ce n'est pas d'ailleurs sur ce point que portent les critiques de M. Tchitcherine. Ce qu'il voit dans la réserve anglaise, c'est encore une manœuvre offensive contre l'U.R.S.S. Il est vrai que Londres et Moscou n'entretiennent pas de rapports particulièrement amicaux. Mais, tout esprit de bonne foi doit se demander si c'est Londres qui a menacé Moscou, ou si ce n'est pas plutôt Moscou qui cherche, sur tous les points du Monde où les deux politiques sont en contact, à faire échec à la politique anglaise. La réserve n° 10 de la réponse Chamberlain est générale. Elle ne fait pas à M. Tchitcherine l'honneur de le viser exclusivement.

Les autres objections russes visent le désarmement. Il n'est pas douteux que le Pacte de mise hors la loi de la guerre appellera logiquement tôt ou tard des mesures de désarmement. M. Litvinov l'a déjà fait remarquer à Genève, ce qui prouve qu'il est bon logicien. Tout le monde est d'accord sur ce point. Mais, sauf les rêveurs, tout le monde est d'accord également pour admettre que le Pacte Kellogg, comme celui de la S.D.N., doit avoir été mis à l'épreuve pratique des faits et que la sécurité doit être progressivement

établie pour que l'on puisse songer à une limitation progressive, elle aussi, des armements. Lorsque certaines menaces auront disparu, notamment la menace soviétique, il sera infiniment plus aisé de pratiquer l'absolutisme logique de M. Litvinov.

Il y a d'autres objections que l'on pourrait faire au Pacte Kellogg. Deux, en particulier, dont on s'étonnera (?) que M. Tchitcherine n'ait pas parlé.

La première, c'est que, avant le désarmement, le Pacte Kellogg devrait avoir comme conséquence logique une stipulation générale d'arbitrage obligatoire. La renonciation à la guerre comme instrument de politique nationale, devrait avoir, pour contre-partie, l'obligation pour tous les signataires de soumettre tous leurs différends à des tribunaux arbitraux ou à la Cour permanente de Justice internationale de La Haye. Les Cabinets n'ont pas encore osé aller jusque là. M. Tchitcherine est-il disposé à leur donner l'exemple ? On ne lui demande pas davantage.

Enfin, il est un dernier genre de guerre que le Pacte Kellogg ne vise pas, et qui n'est pourtant pas le moins redoutable : c'est la guerre civile. Nous avons déjà parlé, dans cette revue, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et de son organisation possible. Cette organisation devrait essentiellement consister dans l'institution d'un recours juridictionnel, pour juger des revendications des peuples opprimés. Ce serait l'extension de la procédure des minorités prévue par le Pacte de la S.D.N. Le Droit doit consister, en effet, à éviter les solutions de force, c'est-à-dire la guerre, et à les remplacer par des solutions juridiques aussi bien à l'intérieur des Etats que dans leurs rapports extérieurs. Le Pacte Kellogg aurait vraiment fait faire à l'humanité un pas décisif s'il avait interdit à un Etat oppresseur d'employer la force pour réprimer les désirs d'émancipation des nationalités désireuses d'échapper à sa tyrannie. Cela encore c'est l'œuvre de l'avenir. Mais nous n'avons rien vu dans la note de M. Tchitcherine qui engage les signataires originaires du Pacte Kellogg à le compléter en ce sens. Il est assez facile de deviner pourquoi.

Georges SCELLE,

*Professeur de Droit International
à l'Université de Dijon.*

DOCUMENTS OUBLIÉS

Au moment où l'opinion mondiale, qu'on le veuille ou non, se trouve concentrée sur le problème russe, ce « document oublié » garde tout son intérêt d'actualité politique.

Nous le reproduisons suivant le compte rendu officiel.

Journal Officiel de l'Empire Français.

N° 200. - 18 juillet 1868.

CORPS LEGISLATIF.

(Séance du vendredi 17 juillet 1868.)

M. LE PRÉSIDENT SCHNEIDER. — *Viennent maintenant deux autres*

amendements, pour ainsi dire identiques, qu'il est bon, je crois, de soumettre à une seule et même délibération, et à un seul vote.

VOIX NOMBREUSES. — *Oui ! Oui !*

M. LE PRÉSIDENT SCHNEIDER. — *Le premier de ces amendements, présenté par MM. Nogent Saint-Laurent, Josseau, Larrahure, Arman, le marquis de Saint-Hermine, Delamarre (de la Creuse), Millon, est ainsi conçu :*

« Page 778.

« Chapitre XII.

« Collège de France.

« A la colonne Observations, au lieu de : *Langue et littérature slave*, mettre : *Langues et littératures slaves*.

« Le second, présenté par MM. Carnot, Jules Simon et Pelletan, est ainsi conçu :

« Supprimer la chaire de *langue et littérature slave* et la remplacer par une chaire de *langues et littératures slaves comparées* ».

La parole est à M. Carnot.

M. CARNOT. — Je vous prie de croire, messieurs, qu'en rédigeant notre amendement, nous avons songé à autre chose qu'à une rectification grammaticale; et pourtant, réduit à cela, il méritait encore de vous quelque attention; car si on étudie dans son origine le grand mouvement slave auquel nous assistons, on est obligé de reconnaître que les grammairiens précisément et les littérateurs y ont singulièrement contribué, et que la puissance la plus intéressée à propager ce mouvement a dû souvent compter avec eux. Mais, de fait, la question est de celles qui intéressent et doivent occuper les hommes politiques.

La présentation de deux amendements venus de deux côtés de cette chambre suffirait pour vous en avertir. Ces deux amendements ne sont pas identiques dans leur forme, mais ils naissent d'une même pensée. Que vous adoptiez l'un ou que vous adoptiez l'autre, la solution sera la même.

Je veux dire seulement en faveur de notre rédaction, qu'elle me paraît à la fois plus significative et plus régulièrement constitutionnelle. Quelque importante, d'ailleurs, que soit à nos yeux la question, soyez sûrs que nous saurons restreindre nos explications dans des limites conformes au juste désir que vous avez de terminer vos travaux. J'occuperai donc peu de temps la tribune.

Parmi les chaires du collège de France consacrées à l'enseignement des langues et des littératures étrangères, il y en a une qui porte ce titre « Langue et littérature slave », comme s'il n'y avait pas plusieurs nations slaves, ayant chacune sa langue et sa littérature, comme si les Polonais, les Ruthènes, les Tchèques, les Bulgares, pouvaient être confondus.

Aussi l'honorable et savant professeur qui occupe cette chaire a-t-il toujours enseigné ces langues et ces littératures en les comparant entre elles; lui-même, si je suis bien informé, a sollicité le changement de titre de la chaire, afin que ce titre devienne une vérité. (*Marques d'approbation.*)

M. NOGENT SAINT-LAURENS. — Ce vœu est exprimé dans son programme, dans les préliminaires.

M. CARNOT. — Son opinion n'est point douteuse, et si elle n'a pas obtenu satisfaction, ce n'est pas qu'elle fût désapprouvée, c'est parce qu'on mettait peu d'importance à corriger une erreur aperçue d'un petit nombre de personnes.

Mais dès que l'erreur est publiquement signalée, comme sa persistance pourrait accréditer une idée fausse et dangereuse, il est nécessaire de la rectifier.

La question se pose aujourd'hui en ces termes :

Si le Corps Législatif, averti, maintenait néanmoins tel qu'il est le titre de la chaire dont nous parlons, d'abord il confirmera implicitement un mensonge, un mensonge presque risible, il faut le dire, dans l'état actuel des connaissances philologiques. Puis, ce qui est beaucoup plus grave, en établissant par la confusion des langues la confusion des peuples, il légitimerait, autant que faire ce peut, l'ambition de la Russie, qui prétend couvrir de sa grande étiquette *panslaviste*, tous les pays qui la séparent de la Turquie et aussi ceux qui la séparent de l'Autriche et de la Prusse. Mesurez, messieurs, les conséquences d'une pareille déclaration.

Si, au contraire, par l'adoption de l'un ou de l'autre des amendements qui vous sont proposés, vous reconnaissez ce qui est assuré, la pluralité des nations slaves, chacune d'elles se sentira moralement plus forte dans sa résistance au système des annexions moscovites.

Voulez-vous savoir ce que pense le gouvernement russe à cet égard ? Lisez dans ses journaux ce qu'ils disent de nos amendements, et vous verrez, à la violence de leur langage, s'il s'agit d'une simple dispute de mots.

Vous ne sauriez croire avec quelle impatience, partisans ou adversaires du panslavisme attendent votre décision. Vraiment, ce serait à donner de l'orgueil que de voir attacher tant de prix au changement de quelques lettres, uniquement parce que ce changement sera le fait des représentants de la France.

Ah ! messieurs, ne négligeons jamais une occasion, si petite qu'elle paraisse, de conserver à notre pays une influence méritée par les services qu'il a rendus à la civilisation. (*Très bien ! Très bien !*)

J'ai dû vous montrer d'abord que notre proposition est chose très sérieuse; laissez-moi maintenant vous dire combien elle est juste.

Ce n'est pas ici le lieu de faire une leçon de linguistique ou d'ethnologie; je veux simplement énoncer quelques faits qui ne sont guère contestés ou ne le sont du moins que dans un intérêt politique.

On nous a distribué dernièrement une carte très intéressante: si quelques-uns d'entre vous l'avaient sous les yeux, ils pourraient y suivre aisément les très courtes explications dans lesquelles je vais entrer.

On peut classer les peuples slaves, d'une manière générale, en deux groupes géographiques très distincts et qui ne se touchent par aucun point.

Le premier de ces groupes, celui du nord, se décompose ainsi :

Les Polonais,

Les Ruthènes, qui se subdivisent eux-mêmes en Petits-Russes et en Russes-Blancs;

Les Tchèques, auxquels se rattachent les Moraves et les Slovaques de la Hongrie;

Enfin, les Grands Russes ou Moscovites, qui sont slaves seulement par le langage et point du tout par les mœurs et les institutions.

Les mots de Russe et de Russie ne désignent précisément ni une race, ni une nation, ni même un pays; mais un Etat, un assemblage politique. Encore cet assemblage a-t-il singulièrement varié.

Lorsque Catherine II se proclama impératrice de toutes les Russies,

elle déclara ne pas comprendre dans son empire certaines provinces qui portaient aussi le nom de Russie, mais qui appartenaient à la Pologne, comme si elle faisait une distinction entre *ces conquêtes effectuées et les conquêtes ajournées*.

Les Slaves méridionaux sont séparés de ceux du Nord par une longue et large bande de territoire, qui s'étend depuis la frontière de la Bavière jusqu'à la mer Noire, territoire habité à l'ouest par des Allemands, à l'est par les Roumains, d'origine latine, au centre par les Magyars, d'origine finnoise, donc asiatique, mais que l'éducation européenne a depuis longtemps modifiés et chez lesquels domine le sentiment individualiste, si puissant chez les Slaves. Au midi de ce territoire sont deux grandes familles nationales : les Serbo-Croates et les Bulgares.

Ces divisions, que je viens d'indiquer très sommairement, suffisent pour témoigner de la pluralité des nations slaves.

Chacune d'elles a sa langue propre; on en compte jusqu'à neuf, je crois, assez différentes les unes des autres pour être opposées, rapprochées, comparées, comme le sont par les philologues les idiomes de souche latine ou de souche teutonique.

Mais ce qui est étrange, c'est que le pays qui aspire à une domination sur le monde slave est précisément contesté lui-même dans sa qualité de slave.

Je ne veux pas, vous le pensez bien, traiter ici la question, si controversée depuis quelques années, de l'origine des Moscovites : sont-ils Aryens, sont-ils Touraniens ? Les académies savantes nous éclaireront sur ce point, et, mieux peut-être que les académies savantes, la simple comparaison des mœurs populaires qui distinguent essentiellement les Européens des Asiatiques.

Les autorités imposantes ne manquent pas d'alliance à ceux qui refusent aux Russes le titre de Slaves et la première de ces autorités, c'est l'impératrice Catherine II elle-même.

Dans un Mémoire sur les livres destinés aux écoles de son empire, elle s'exprimait de cette façon :

« Quoique les Russes diffèrent des Slaves par les origines, il n'y a pas entre eux de répulsion. »

Il est vrai que Catherine, en prescrivant d'enseigner à ses sujets qu'ils n'étaient pas des Slaves, les déclarait Européens, assertion contre laquelle protesta Mirabeau, et Mirabeau vaut bien à nos yeux une impératrice.

Le gouvernement de Saint-Petersbourg reconnaissait, en 1835, la ligne de séparation indiquée par Catherine, puisqu'il faisait publier son Mémoire dans la *Gazette officielle* de l'Instruction publique. C'est là que nous le trouvons.

Eh bien, plus récemment, il y a deux ans à peine, l'empereur Alexandre, écrivant au gouverneur général des provinces de Kiev, de Podolie et de Volhynie, le félicitait de ses efforts pour russifier ces provinces. Russifier ! Donc elles n'étaient pas considérées comme russes. L'aveu est précieux sous la plume impériale.

L'idée du panslavisme, cette idée fixe qui s'est emparée de la Russie, a des moyens d'exécution suivis avec persévérance : faire croire à l'unité de langage pour établir l'unité de race, et par l'unité de race, arriver à l'assimilation des territoires : voilà le chemin et voici le but.

Il ne s'agit pas pour la Russie d'acquérir sur le monde gréco-slave une influence morale, telle que la France, par exemple, pourrait y prétendre sur le monde latin, ou l'Allemagne sur le monde germanique; il s'agit d'acquisitions matérielles. C'est la détestable doctrine de l'absorption des petits Etats par les grands; c'est le droit du plus fort se dissimulant sous le masque de la linguistique et de l'anthropologie.

Ne dites pas que nous faisons ici de la science mal à propos, c'est de la politique que nous faisons; par ses missionnaires, par ses congrès ethnologiques, la Russie *pénètre jusqu'au cœur des provinces slaves de l'Autriche*; disons le vrai, *sa propagande s'étend partout* : à Paris aussi bien qu'à Vienne et à Berlin, qu'à Belgrade, à Bucarest et à Constantinople; partout, c'est partout aussi qu'il faut la combattre avec les mêmes armes; heureux si jamais il n'est pas besoin d'en employer d'autres.

J'ai dit que la propagande russe est un masque emprunté par son esprit de conquête. Voyez ce qu'elle fait des peuples dont la personnalité nationale résiste à sa domination : elle les extermine. Ne parlons pas seulement des Polonais, elle ne traite pas mieux les Petits-Russes et les Russes-Blancs quand ils réclament leur nationalité, car eux aussi la réclament; ils l'ont réclamée en 1863, très modestement, sous le sceptre des tsars, et leur voix n'a pas été écoutée.

Si la Russie parvenait un jour à réaliser son rêve : l'envahissement total du monde slave, elle pèserait d'un tel poids sur l'Europe *que l'Europe serait subalternisée. (Bruits.)*

M. GARNIER-PAGES. — Attendez ! Le silence ! La question est grave.

M. CARNOT. — Oui ! subalternisée; et alors, ne nous abusons point, alors ce n'est pas l'élément slave qui dominerait, c'est l'élément moscovite : la civilisation asiatique triompherait avec eux de la civilisation européenne.

A ce danger qui menace l'Europe entière, l'Europe doit opposer la coalition de ses trois grandes forces : slave, germanique et latine. Les nations slaves forment la première ligne de résistance, le boulevard de l'Europe, ligne infranchissable. Si ces nations étaient constituées en fédération selon leurs affinités. Elles comprennent parfaitement que leur danger est au nord, que leurs anciens oppresseurs de Constantinople sont destinés à disparaître de l'Europe, s'ils ne savent pas devenir un peuple européen par l'esprit et par les institutions. (*Approbatons sur plusieurs bancs.*)

Et leur transformation sera peut-être moins difficile, elle sera peut-être plus rapide que celle des Moscovites eux-mêmes.

La France est naturellement favorable à l'indépendance des Slaves. Aussi le parti national chez eux est-il un parti français. Mais c'est d'accord avec l'Allemagne que l'œuvre doit être accomplie, car dans cette occasion l'intérêt de l'Allemagne se confond avec celui de la France : il n'y a vraiment que deux grandes causes : *celle de l'Europe et celle de la Moscovie.*

Je crois, messieurs, vous avoir démontré l'importance au point de vue politique de la toute petite question littéraire qui vous est soumise; son opportunité n'en est pas moins évidente.

Elle vient d'être accrue par un événement récent, par la tragédie de Belgrade.

La Serbie est un des grands pays Slaves et depuis de longues années la Russie s'efforce de l'entrainer dans son orbite en cherchant à donner à

sa littérature nationale une direction favorable à ses vœux et à ses vœux et en pensionnant les écrivains serbes qu'elle espérait pouvoir s'attacher.

Elle promet à ce peuple la protection de son culte au nom de la conformité des croyances, mais ce n'est plus de protection que les idées religieuses veulent vivre, c'est de liberté. (*Très bien ! Très bien !*)

L'empereur-pontife promet moins à ce peuple que l'émancipation politique ne lui donnera.

Je m'arrête ici, je ne veux pas abuser de votre attention.

Un mot seulement pour clore ces observations.

Notre proposition, vous le voyez, se rattache à des intérêts nationaux considérables et la question qu'elle soulève demande une solution.

J'ajoute que vous seuls pouvez donner cette solution.

L'honorable Rapporteur de la Commission du Budget voudrait en laisser le soin à M. le Ministre de l'Instruction Publique. Je crois qu'il est dans l'erreur; la chaire dont il s'agit a été instituée, créée par une loi : une loi seule peut y toucher.

Pour changer un vote de l'ancienne Chambre des Députés, il faut un vote du Corps législatif. (*Très bien ! Très bien ! sur plusieurs bancs.*) (*Aux voix ! Aux voix !*)

M. le Président SCHNEIDER. — Je mets aux voix la prise en considération du double amendement. (*L'épreuve et la contre-épreuve ont lieu.*)

PLUSIEURS VOIX. — Les amendements sont pris en considération.

M. DE BILLANCOURT. — Il n'y a pas l'ombre d'un doute.

M. le Président SCHNEIDER. — En effet les amendements sont pris en considération. »

Il n'y a plus guère rien à ajouter aux paroles claires et précises de M. Carnot, et nous nous bornerons à indiquer que la politique de la Russie, au temps de Delamarre et de Carnot, et même jusqu'à celle d'aujourd'hui, n'est rien autre que la confirmation perpétuelle de la vérité des pétitions du premier et des paroles du second.

Pour illustrer ce fait, il suffit de rappeler les événements de la guerre balkanique de 1877; l'expédition militaire et la politique de Pétrograd au Caucase et en Asie Centrale; le discours du régent de Galicie, comte Bobrinsky (1915), prononcé à l'Hôtel de Ville de Lemberg (« *C'est sur la terre russe que je me trouve* »), et enfin la politique actuelle des successeurs d'Ivan le Terrible et de Pierre le Grand, qui confirme les pronostics de M. Delamarre plus clairement que jamais.

En assassinant si cruellement la famille impériale russe, les bolcheviks n'avaient d'autre idée que de libérer complètement le trône en faveur de Lénine et de ses camarades; ils n'avaient jamais pensé anéantir par ce délit les idées de la *Russie impérialiste* et cesser la pression épouvantable de son expansion illimitée.

Au contraire, en peu de temps, ils ont réussi à reprendre la plupart des conquêtes des Tsars, conquêtes perdues pendant la révolution, et ils ont fait tout leur possible pour augmenter le nombre de leurs victimes.

Aujourd'hui, une catastrophe économique et politique empêche à ce régime décadent de suivre la ligne tracée par les souverains moscovites, mais ne serait-il pas trop tard demain de prendre les mesures nécessaires, si, comme l'avait prédit M. Delamarre, nous répétons avec lui : « *L'Europe divisée laissera faire* ».

M. JEREMIJEV.

LA POLITIQUE GÉNÉRALE DE LA PAIX ET LE BOLCHEVISME

De tous les Etats du monde, la Russie est, sans contredit, celui qui, pendant ces dix dernières années, a retenu l'attention de tous. Les événements révolutionnaires qui ont ensanglanté l'Orient de l'Europe n'ont pas été étrangers à ce regain d'intérêt, mais ce ne sont pas seulement ces événements qui ont valu à la Russie la triste notoriété dont elle jouit en ce moment, mais plutôt l'activité du gouvernement qui s'est emparé du pouvoir dans ce pays, par suite de la révolution. Depuis une dizaine d'années, il n'est question que de ce pouvoir que l'on conjugue sous toutes ses formes et que l'on décline comme à plaisir avec sa politique intérieure et extérieure, ses essais de reconstruire le monde sur de nouvelles bases, etc. Il semblerait que la nature de ce pouvoir et ses aspirations sont suffisamment connues du monde, plus particulièrement des leaders de la politique mondiale, sans qu'il soit besoin de revenir sur ce sujet, et cependant, nous estimons opportun d'insister une fois de plus sur cette question et d'en dégager son essence, son esprit. La politique des puissances européennes envers le gouvernement soviétique, d'autre part, nous porte à croire que, jusqu'à présent, l'Europe a une compréhension erronée de l'essence même de ce pouvoir.

L'une des erreurs fondamentales des dirigeants de la politique européenne réside dans l'opinion, établie dans le monde, que le gouvernement soviétique s'identifie avec le gouvernement russe, le premier dans l'histoire de ce pays qui ait renoncé à toute « annexion et contribution » et qui ait reconnu le droit à l'autodétermination de tous les peuples.

Ici, rien de plus faux ! Fausse également l'interprétation que donne aux déclarations faites par les représentants de ce pouvoir à l'étranger une partie de la presse et les gouvernements étrangers en ce qui concerne toute idée d'annexion et d'impérialisme. Le fait que le pouvoir soviétique est né de la guerre et de la révolution indique qu'il ne peut se maintenir dans des conditions normales de vie et de travail pacifique d'Etat. Pour vivre, il a besoin de bouleversements incessants. Ceux qui ont suivi la marche des événements en U.R.S.S. n'ont pas été sans remarquer que chaque fois que la vie en Russie commençait à reprendre son cours normal, lorsque venait le moment de montrer l'initiative constructive de l'Etat, le pouvoir soviétique faisait preuve d'incapacité créatrice. Les difficultés qui surgissaient dans ces moments prenaient en U.R.S.S. un caractère de crises économiques et politiques. Ce n'est que par l'incapacité pour les formes créatrices d'Etat que s'explique l'incessante manœuvre dans la politique intérieure et extérieure du gouvernement soviétique, qui a trouvé sa meilleure expression dans l'introduction de la N.E.P., dans sa liquidation et sa réapparition dans la pression sur les propriétaires, suivie d'un relâchement, et sur les « kou-laks » (paysans aisés), dans la mise sur les travailleurs, dans l'orientation vers la campagne, vers le paysan et peut-être encore vers la vache et le cheval.

Il est certain que ces crises n'auraient point lieu, si le gouvernement des Soviets avait le moindre appui dans le pays, s'il était réellement le

gouvernement des ouvriers et paysans, s'il personnifiait la dictature du prolétariat dont il se proclame le représentant. Et cependant, pour le gouvernement soviétique, il n'est pas de pires ennemis que les ouvriers et les paysans. La bourgeoisie contre-révolutionnaire et les travailleurs intellectuels n'ont jamais inquiété les dirigeants soviétiques; ces classes n'ayant jamais été organisées, ne sont pas en état de se soulever contre les expériences sociales tentées sur les peuples de l'U.R.S.S.

Pour ce qui est de la classe « dirigeante », c'est-à-dire des ouvriers, il faut convenir que, même sous le régime tsariste, elle n'a jamais été à ce point privée de ses droits qu'en ce moment. Faisant un parallèle entre la France et le bolchevisme, il n'est pas rare d'entendre les représentants de l'idée socialiste modérée russe déclarer que s'il fallait choisir entre ce qu'ils appellent deux maux, il faudrait se ranger du côté de la dictature du « prolétariat », estimant que cette dernière provient du peuple et qu'elle est plus près des masses, alors que la France est une dictature bourgeoise. On pourrait, à la rigueur, admettre cet argument, si le pouvoir soviétique était réellement le représentant du prolétariat. Mais il en est tout autrement, attendu qu'en U.R.S.S. il n'existe pas de classe dirigeante. Toutes les classes et toutes les nationalités de l'U.R.S.S. sont asservies par une poignée de gens qui n'ont d'autre mérite que d'avoir su créer cet infernal organisme qu'est la *Guépéou*.

Ce serait une erreur de croire que l'U.R.S.S. est gouvernée par le parti communiste, lequel, en réalité, n'est pas un parti politique, comme il est d'usage de le concevoir en Europe. En U.R.S.S., le parti communiste discute toutes sortes de questions, *sans toutefois prendre de décisions, mais il confirme, sans pouvoir modifier, ce qui a été prescrit par le Politbureau* (1). Au cours des débats dans les congrès et assemblées du parti, un communiste ne peut exprimer son opinion; les représentants de la *Guépéou* ont l'œil sur tout et partout. Les gens de la *Guépéou* ont, depuis longtemps, rompu les liens qui les unissaient au peuple; ils ont, par contre, lié leur sort à celui de l'état-major révolutionnaire et c'est pourquoi cette organisation est la seule force réelle sur laquelle repose le pouvoir soviétique. Toutes les institutions créées par l'état-major de la révolution mondiale forment un tout, un seul et même corps. Mais, pour plus de commodité dans l'œuvre de destruction de la culture et de la civilisation mondiale, le « travail » a été partagé. Certains des membres de cet état-major forment ce qu'on appelle le gouvernement des Soviets; d'autres constituent le Politbureau; d'autres, enfin, le Komintern.

Après s'être emparé des richesses incalculables de l'ancien empire russe, ce pouvoir oligarchique s'est parfaitement adapté aux méthodes politiques et aux habitudes du tsarisme, dont les perpétuelles tendances consistaient à élargir les frontières au détriment des peuples voisins. Le gouvernement soviétique n'est pas seulement animé de sentiments impérialistes, mais il ne cesse d'être aux aguets afin de ne pas manquer le moment opportun pour annexer encore quelque nouveau territoire; l'annexion des républiques du Caucase suffirait à le prouver. Les Soviets ont

(1) Le *Politbureau* ou bureau exécutif du parti, sous la présidence de M. Staline, s'occupe de toutes les questions de politique intérieure du gouvernement soviétique. L'approbation de ce bureau est indispensable avant que le moindre projet de loi soit soumis à l'examen des organes législatifs.

besoin de désordres, sur quelque point du globe qu'ils se produisent, du moment que ces désordres sont susceptibles de provoquer des complications mondiales. Pour arriver à ces fins, les Soviets n'hésitent pas à dépenser des sommes formidables. D'immenses richesses reçues en héritage sont ainsi dilapidées pour l'entretien de cadres d'agitateurs, de collaborateurs dans les différents pays du monde et pour l'achat des masses populaires auxquelles ils lancent les mots de : « *Gouvernement des « ouvriers et paysans » gardien de la révolution mondiale, défenseur des peuples opprimés, etc.* ».

Nous connaissons fort bien, évidemment, ce pouvoir oligarchique, tyrannique et d'une fausseté sans exemple, nous, ses ressortissants. Nous les connaissons d'autant mieux, nous représentants des peuples du Caucase, de l'Ukraine, du Turkestan, opprimés par l'impérialisme rouge et qui, dans la lutte pour notre libération d'un joug unique dans l'histoire, en supportons le poids. Malheureusement, les peuples de l'Europe, bien que n'ignorant point ces horreurs, se contentent d'observer de loin l'U.R.S.S. Il est vrai que cette dernière leur envoie de trompeuses et belles devises qui, cependant, tombent parfois sur un terrain favorable.

Il serait temps cependant de comprendre que l'U.R.S.S. est une prison de peuples et que la cohabitation simultanée de deux systèmes soviéto-socialiste et bourgeois-capitaliste est impossible. Il serait temps enfin de se pénétrer de cette idée que les aspirations de l'U.R.S.S. et du reste du monde sont diamétralement opposées, que les Soviets s'efforcent de briser et de détruire les trésors culturels accumulés par les siècles.

Alors que l'Europe bourgeoise et capitaliste, ainsi que l'Amérique, s'efforcent de consolider la paix du monde, le gouvernement des Soviets redouble d'énergie pour en saper les fondements. La participation des Soviets dans les Conférences internationales ont suffisamment démontré qu'ils tirent parti de la tribune internationale dans un seul but de propagande. C'est par ce moyen et par-dessus la tête des gouvernements européens qu'ils s'adressent aux masses ignorantes du monde. Il suffit de rappeler la participation du gouvernement des Soviets à Gênes, à La Haye, à Genève; leur activité en Angleterre; les pourparlers avec la France; leur propagande en Chine. Les incidents qui ont eu lieu durant ces derniers quatre mois dans les divers pays démontrent qu'il ne saurait être question du changement de la politique d'intervention révolutionnaire des Soviets dans la vie des autres Etats sous le couvert des organisations internationales du Komintern. A peine avait-on oublié la conduite des communistes au Japon, la découverte d'une affaire d'espionnage au profit des Soviets en Finlande, que le ministre des Affaires étrangères d'Angleterre, Johnson Hicks, démasquait tout récemment l'activité de Moscou, qui continue à envoyer pour les besoins de la propagande en Angleterre des sommes dépassant un million de livres sterling par semaine. Toute cette activité a pour but de troubler la paix et de semer le désordre dans le monde entier. Tous ces agissements du pouvoir soviétique s'oublient assez rapidement, si bien que, dans les courts moments de tranquillité, on recommence à parler « d'évolution du régime soviétique ».

Et cependant l'activité bolcheviste pour la préparation de la révolution mondiale ne s'est jamais ralentie, car seul un bouleversement mondial, militaire ou social, pourrait garantir les dirigeants bolcheviks de leur chute et de celle de leur régime. Toute diversion imaginée par le gouvernement soviétique dans le but de prouver que la propagande est uniquement l'œuvre

du Komintern et que le gouvernement des Soviets n'y prend aucune part est tout au plus convaincante pour des naïfs.

Mais jamais personne n'a demandé à M. Tchitcherine d'où venaient les sommes illimitées que le Komintern jette à profusion dans le monde. Ces sommes, cependant, sont distribuées par le gouvernement des Soviets, tandis que les représentants de la III^e Internationale voyagent librement à travers le monde, jouissant des prérogatives diplomatiques que leur accorde le gouvernement soviétique.

Ce jeu ne peut certainement pas se prolonger indéfiniment et les dictateurs rouges ne se font point d'illusions à ce sujet; conséquemment, ils ne voient leur salut que dans une deuxième catastrophe. Ils ne seraient point fâchés d'attaquer l'un de leurs voisins, s'ils ne sentaient pas que, derrière eux, les peuples asservis n'attendent que le moment propice pour se soulever. Ils essaient de dresser leurs voisins l'un contre l'autre dans l'espoir de voir éclater un incendie mondial; à cet effet, ils font l'impossible pour l'allumer par la Lituanie.

En propageant l'idée d'une guerre qui se préparerait contre l'U.R.S.S., les bolcheviks mettent leurs « citoyens » sur leurs gardes, tout en demandant de l'aide à la démocratie internationale. Et tandis que l'U.R.S.S. lance des accusations contre l'Angleterre, la France ou l'Amérique, la guerre civile est organisée par ses soins partout où elle en a la possibilité, en Chine notamment. Dans ce but, le gouvernement des Soviets dépense des sommes considérables, dans le temps même où le peuple russe dépérit et meurt de froid et de faim.

La dernière déclaration de M. Tchitcherine au sujet du pacte Kellogg est encore un nouvel essai de profiter de l'occasion pour jeter du haut de la tribune internationale un nouvel appel aux masses ignorantes, une banale formule dans le genre du « désarmement universel » proposé à Genève par M. Litvinov. Nous ignorons si Moscou sera invité à signer le pacte Kellogg à Paris, mais d'ores et déjà l'on peut prophétiser que, dans le cas où le gouvernement des Soviets serait appelé à y participer, il ferait de telles réserves que la signature du pacte deviendrait impossible, à moins d'être signé sans lui. Et le monde pourrait, une fois de plus, se convaincre que nous, représentants des peuples opprimés du Caucase, de l'Ukraine et du Turkestan, savons depuis longtemps ce dont il a été parlé si souvent et sur lequel nous avons fréquemment attiré l'attention du monde civilisé.

Dix ans viennent de s'écouler depuis le jour où le peuple russe, ayant jeté bas les chaînes du tsarisme, a voulu se libérer d'une injustice historique qui, des siècles durant et en son nom, pesait sur lui. A cet effet, il a proclamé la liberté pour tous et le droit pour chaque peuple à son autodétermination. Aucune lutte entre nationalités, portant tant soit peu atteinte à la tranquillité publique n'est à signaler à l'est de l'Europe dans la période qui a précédé les événements de 1917. L'idée d'égalité de tous les peuples et du droit à leur autodétermination constitue l'essence même de la révolution russe. Les peuples du Caucase, de l'Ukraine et du Turkestan purent réaliser leur droit : ils constituèrent leurs gouvernements nationaux avec les organes de la représentation nationale sur les bases démocratiques les plus larges dans le sens européen de ce mot. Ces peuples, désormais, ne sont plus considérés comme des sauvages ou même des semi-sauvages dont l'indépendance de leur Etat pourrait menacer la famille des peuples civilisés. Les trésors culturels des peuples du Caucase, de

l'Ukraine et du Turkestan ont été reconnus du monde civilisé et ont maintes fois inspiré certains génies d'Europe.

Mais le gouvernement soviétique né de la guerre et s'inspirant des méthodes de l'impérialisme tsariste a perfidement attaqué les dites républiques et les a occupées l'une après l'autre. L'état de guerre aussi bien au Caucase qu'en Ukraine et qu'au Turkestan n'a jamais cessé. La lutte pour la libération du pays et pour la réalisation de l'indépendance se poursuit sans trêve avec plus ou moins d'intensité. Et personne jusqu'à présent n'a fait la moindre remarque à ce gouvernement des Soviets qui ne cesse de crier à l'Europe son pacifisme dans le temps même où ce régime d'occupation ne se maintient que par la force des baïonnettes. Nous serions heureux de voir les Soviets parmi les signataires du pacte Kellogg, mais ne se trouvera-t-il personne pour leur dire avant que de signer le pacte de garantie ou de renonciation à la guerre d'avoir, en premier lieu, à cesser la guerre dans leur propre maison. Les conditions préalables pour les Soviets doivent porter sur la renonciation à la guerre au Caucase, en Ukraine et au Turkestan et à l'évacuation de ces pays par l'armée rouge.

La signature du pacte Kellogg par les Soviets, nous l'avons dit, est nécessaire à Moscou pour créer une nouvelle agitation parmi les masses, mais cette signature, si elle a lieu, ne saurait l'engager. Il est douteux, cette fois encore, que le régime soviétique évolue dans un sens agréable à l'Europe. La situation officielle du gouvernement soviétique, en tant que gouvernement de la révolution mondiale, l'oblige à poursuivre son intervention révolutionnaire dans les affaires intérieures de tous les pays et c'est pourquoi l'entrée de l'U.R.S.S. en relations normales avec les autres Etats ne serait autre qu'un non-sens.

BATRAZ.

LA RÉPUBLIQUE D'AZERBAIDJAN

(Suite)

V

Les khanats turks et musulmans du Caucase (1)

Après l'assassinat de Nadir Chah, la Perse retomba dans une période de guerres intestines et de disputes pour le sultanat. Profitant de cette occasion, l'Azerbaïdjan et tous les khanats du Caucase recouvrèrent leur indépendance. Le tsarisme russe qui, au début du XIX^e siècle, avait entrepris la conquête du Caucase, s'intéressa tout particulièrement à ces khanats et la lutte qui s'ensuivit continua à différentes époques et sous des formes diverses, des années durant.

En raison de la faiblesse de l'empire ottoman et aussi de la Perse, épuisés tous deux par d'interminables dissensions intestines et par conséquent incapables de montrer une grande activité dans les affaires du Caucase, ces khanats se trouvèrent abandonnés à eux-mêmes dans la lutte qu'ils menaient contre la Russie.

En dehors de quelques interventions de la Perse restées sans résultat,

(1) Voir les Nos 13, 14 et 17 du *Prométhée*.

ces khanats furent obligés de supporter les assauts de l'armée organisée à l'européenne d'un Etat devenu très puissant, grâce aux réformes de Pierre le Grand.

D'autre part, à la suite du recours à la protection de la Russie du royaume de Gorgie, ces khanats se trouvèrent en même temps dans une situation très délicate. car la Russie, maîtresse de Tiflis en tant que base stratégique, était en mesure d'opprimer de deux côtés la Caucase orientale, c'est-à-dire les khanats d'Azerbaïdjan (1).

Dans le même temps, les Arméniens, mélangés aux éléments turks, devenaient les alliés de l'ennemi qui venait du Nord.

Les khanats du Caucase étaient en partie constitués de provinces libres ayant déjà une longue existence et d'une série d'Etats qui s'étaient formés postérieurement. Ceux-ci, comme on l'a vu dans les chapitres précédents, étaient soumis, tantôt aux influences de la Turquie ou de la Perse, tantôt ils ont mené une vie politique indépendante ou semi-indépendante.

Les territoires qui, par les traités de Ghoulistan en 1808 et de Turk-mantchaï en 1828, ont été cédés au tsarisme russe, étaient constitués par les khanats du Daghestan, de Kouba, de Bakou, de Lenkoran, de Chirvan, de Guendjé, d'Elissou, de Karabagh, de Nakhitchévan et d'Erivan.

Au moment des guerres qui eurent lieu entre Ottomans et Safavites, après l'effondrement de la dynastie des *Moutons* — abstraction faite de la courte période où Nadir Chah étendit sa domination sur ces territoires — ces khanats réussirent à assurer leur indépendance; ils défendirent même leurs libertés et leurs droits de souveraineté contre Yavouz-Agha-Mohammed-Chah-Kadjar, tel le khanat de Karabagh.

De tous ces khanats, celui de Chirvan subsista par rapport aux autres, beaucoup plus longtemps et nul n'ignore que les dynasties de Chirvan, venues à différentes périodes, ont laissé dans l'histoire de l'Islam des œuvres très importantes : le *Palais des Khans* (Khan-Séraï), la *Mosquée du Chah* (Chah Mesdjidi) et le *Divan-Khané*, qui se trouve près de cette mosquée, encore debout à Bakou, ont été construits il y a plus de quatre siècles par le chah Khaliloullah de Chirvan. Ces œuvres d'art architecturales constituent de nos jours encore des spécimens des plus distingués de la civilisation musulmane du moyen âge.

Mais nous sortirions du cadre de notre article si nous exposions en détail les phases des luttes que ces khanats eurent à soutenir contre la Russie. Il nous plaît seulement de mentionner que la plupart de ces khanats ont lutté jusqu'au bout contre l'invasion des tsars, mais qu'au cours de cette lutte inégale et devant des forces bien organisées, bien équipées et supérieures en nombre, ils ont été forcés de se soumettre. Il n'est cependant pas sans intérêt de rappeler l'héroïque défense de Chamyl au Daghestan, et de Djévad Khan en Azerbaïdjan, dont les exploits occupent dans l'histoire des peuples du Caucase des pages glorieuses. La résistance héroïque

(1) Le roi Irakly de Géorgie, ayant sollicité la protection de la Russie, posa comme condition préalable la sauvegarde de sa complète indépendance intérieure. Un peu plus tard, la Russie manquant à sa promesse, foula aux pieds l'indépendance géorgienne. Comme suite, Alexandre, l'un des princes d'Irakly, se réfugia en Perse, d'où il continua la lutte contre la Russie. Alexandre séjourna longtemps à Guendjé, sous la protection de Djévad-Khan.

que le glorieux Djévad-Khan fut amené à opposer des mois durant aux forces supérieures de Tsitsianov, non pas sur les cimes de montagnes inabordables et infranchissables comme au Daghestan, mais dans la plaine vaste et unie de Guendjé, constitue un chef-d'œuvre de tactique des luttes entreprises pour la défense de l'Azerbaïdjan.

Aux offres qui lui étaient faites de se rendre, Djévad-Khan y répondait par un refus, dédaignant les avances pécuniaires et méprisant toutes sortes de menaces. Invariablement il répondait à l'ennemi : « Qu'on peut rire, mais qu'on ne le verra jamais tourner le dos ». De fait, semblable à un lion écumant, il lutta jusqu'à la dernière possibilité, se tenant à la tête du canon de siège; l'épée à la main, il résista courageusement aux assauts de l'ennemi qui avançait en fauchant les rangs des défenseurs; à la fin du combat, il tomba mort avec l'un de ses fils, tandis qu'il accomplissait un devoir sacré. Djévad Khan tint parole : « il mourut, mais ne se rendit pas ! »

Autant la défense de Djévad-Khan fut admirable et héroïque, autant la sauvagerie de l'ennemi fut cruelle et diabolique. A la nouvelle de la mort de Djévad-Khan, les soldats russes se ruèrent sur la ville et procédèrent à un massacre général; ils furent sans pitié à l'égard même des femmes et des enfants qui, entassés dans la cour de la mosquée, au nombre de cinq cents, furent mis à mort.

La mémoire de Djévad-Khan fait encore tressaillir les âmes bien pensantes; elle constitue pour les azerbaïdjanis qui n'ont jamais perdu l'espoir de reconquérir leur liberté et leur indépendance, un symbole émouvant de sacrifice et de patriotisme pour la lutte prochaine. On en trouve encore des échos dans les chansons populaires azerbaïdjanaises.

VI

Cent ans d'occupation russe

Après l'effondrement des khanats du Caucase, et bien que politiquement soumis à la domination russe, le tsarisme s'abstint tout d'abord, par mesure de prudence, d'intervenir dans leurs affaires intérieures; les khans qui lui étaient soumis furent maintenus quelques années encore à la tête des administrations locales. Au lieu et place de ceux qui lui résistaient, il nomma des membres des dynasties locales à sa convenance. Non seulement on laissa subsister à l'intérieur des khanats le système administratif existant, mais la justice aussi fut laissée aux tribunaux religieux. Mais cet esprit de tolérance ne dura pas longtemps. Après avoir réglé ses différends avec la Turquie et la Perse, et après avoir liquidé les soulèvements et les insurrections qui éclataient de temps à autre, le tsarisme se mit à appliquer la politique qui avait pour but de faire disparaître toutes les traces de l'ancienne administration et tous les vestiges de l'indépendance locale. Il inaugura une politique de répression violente, non seulement à l'égard des khanats de l'Azerbaïdjan et du Caucase du Nord, conquis par la force des armes, mais aussi à l'égard de la Géorgie, qui s'était déclarée son alliée à condition qu'il respectât son indépendance intérieure. Recourant à l'intrigue et à la ruse, le gouvernement du tsar formula des accusations contre les princes et les khans appartenant aux anciennes dynasties, et les ayant relevés de leurs charges, il les exila en Russie.

Dans le même temps, il préparait dans les pays où il venait de s'installer une nouvelle classe sur laquelle il pourrait au besoin s'appuyer. Elle était généralement composée de personnes ayant occupé sous les khans les postes d'introducteurs et qu'on appelait *beks*. Sous la domination des Khans, le droit de propriété sur les terres appartenait effectivement à la personne du khan. Après l'abolition des khanats, le gouvernement russe accorda tous les privilèges économiques et judiciaires à la classe des *beks*. Il lui accorda aussi le droit de propriété sur la terre; en lui assurant ainsi le bien-être matériel, cette classe devenait entièrement attachée à l'administration russe. Il en fut de même en Géorgie, où le gouvernement tsariste appliquait le même système. D'un côté, il diminuait l'importance et l'influence des princes appartenant aux dynasties régnantes, désignés sous les noms de *Batounichvili* et de *Tavada*, de l'autre il attachait plus d'importance aux *beks* géorgiens appelés *aznaours*. Cependant, il convient de signaler que la classe des *beks*, créée dans la Caucasic orientale, ne possédait pas autant de privilèges que les *aznaours* de Géorgie, du moins en ce qui concernait les droits d'organisation de leur classe. La noblesse de Géorgie était placée, à ce point de vue, sur le même pied d'égalité que la noblesse russe, tandis que les *beks* de l'Azerbaïdjan se trouvaient dans une situation très inférieure; ces derniers, en effet, ne pouvaient jouir de certains droits que possédaient les noblesses russe et géorgienne qu'individuellement et non pas comme classe. Le gouvernement russe donnait aux *beks* qu'il protégeait, non seulement certains privilèges économiques et juridiques, mais aussi des préférences administratives. Il employait les *beks*, à condition de ne pas dépasser le grade de lieutenant, dans les services inférieurs de la police, pour la raison qu'ils se trouvaient en contact direct avec la population. En d'autres termes, il partageait avec les *beks*, qui lui en étaient reconnaissants, la souveraineté populaire dont les khans avaient été dépouillés.

L'administration russe, qui, au point de vue de ses organisations militaires et policières, avait la supériorité sur les Caucasiens, n'apporta pas, au début, à ces pays, une culture économique et politique élevée. Par contre, les Russes trouvèrent dans la Caucasic orientale certains systèmes économiques et techniques qu'ils ne connaissaient pas encore et dont ils profitèrent largement: tout d'abord dans le domaine agricole, dans la culture du coton et dans la fabrication de la soie. Le système local du *mir-áb* employé dans les travaux d'irrigation a constitué jusqu'à ces derniers temps la base du programme de l'administration russe des eaux. Les travaux d'irrigation qui étaient en usage dans le khanat d'Erivan étaient, d'après l'aveu même des historiens russes, un modèle parfait de ce temps. Au moment de l'occupation de Guendjé par les Russes, il existait des fabriques de verrerie et près de 400 fabriques de soierie; de plus, aux environs de la ville, dans les endroits appelés *Ya-Yan*, *Sigah* et *Dagh-Kessène* fonctionnaient plusieurs carrières de minerai de fer. Lorsque les Daghestaniens attaquèrent le Chirvan, la valeur des marchandises qu'ils prirent aux négociants russes atteignait la somme de quatre millions de roubles, ce qui constituait une somme considérable pour l'époque. Si l'on considère qu'autrefois le Chirvan faisait avec les Vénitiens, et même avec les Anglais, un grand commerce de la soie, nous serons forcés de reconnaître que cette contrée a été depuis très longtemps un centre de commerce des plus importants.

Jusqu'à la moitié du dernier siècle, l'administration russe n'a pas eu une grande influence sur la vie économique et sur la civilisation du Caucase. On peut même dire que son influence a été plutôt néfaste; la littérature azérie qui avait possédé, au temps des khans, des poètes purement turks, d'une inspiration élevée, tels que Vâquif, a subi dans la période russe un temps d'arrêt. Les œuvres architecturales elles-mêmes ont aussi subi une période de déclin. Sans faire de recherches approfondies à ce sujet, il suffit, pour s'en convaincre, de comparer les monuments funéraires de l'ancien et du nouveau cimetière de Bakou. Les stèles et mausolées qui s'alignent dans le premier sont des merveilles artistiques, alors que les monuments qui se trouvent dans le second sont totalement dépourvus de goût artistique. Cette constatation peut être faite non seulement dans les villes, mais encore dans les simples cimetières des campagnes.

Mais voici que vers la fin du xix^e siècle un grand événement survient dans la vie du Caucase. Le pays, isolé jusqu'alors, jouissant d'un système économique qui lui était propre, fut subitement ébranlé par de profonds changements. La voie ferrée transcaucasienne, construite dans un but exclusivement militaire, déclencha dans le Caucase méridional une véritable révolution économique. Cette voie, qui unissait la mer Caspienne à la mer Noire, ouvrait le Caucase dans son entier au marché mondial. Cet événement eut pour conséquence de développer dans des proportions considérables l'exploitation et l'exportation du pétrole de Bakou; dans le même temps, il fit entrer le Caucase en général, et l'Azerbaïdjan en particulier, dans la sphère du développement capitaliste et bourgeois.

Nous avons dit plus haut que le gouvernement tsariste avait accordé à la noblesse géorgienne les droits et privilèges de s'organiser en tant que classe. On sait aussi que la noblesse orthodoxe géorgienne obtenait dans l'armée tsariste des grades élevés et dans les administrations russes des postes supérieurs, tel le général Tsitsianov qui, pour « rehausser la gloire et la magnificence » de l'armée russe, agissait avec violence et mépris à l'égard de tous les Caucasiens jusques et y compris les Géorgiens. Cet homme, qui mit le pays tout entier, y compris la ville de Guendjé, à feu et à sang, et qui fut enfin tué aux portes de Bakou, appartenait à la noblesse géorgienne et avait reçu son éducation à Moscou.

A son exemple, nombreux furent les *aznaours* géorgiens qui servirent fidèlement dans l'administration russe. Celle-ci, tout en recourant aux Géorgiens pour les besoins de l'armée et des administrations civiles, s'appuyait également, dans le domaine économique et commercial, sur les Arméniens, autre peuple chrétien du Caucase, dont les destinées historiques en ont fait une classe de commerçants par excellence, particulièrement protégés des Russes.

Par contre, la population turke et musulmane du Caucase, tout comme celle du Turkestan, était considérée comme un élément peu digne de confiance; conséquemment, elle était écartée des affaires administratives et exempte du service militaire. Dans le même temps, Géorgiens et Arméniens étaient admis aux fonctions militaires et autres et pouvaient occuper les plus hautes fonctions de l'Etat. Le fait même de la concentration à Tiflis de l'administration générale du Caucase avait beaucoup fortifié la position des éléments géorgiens et arméniens.

L'impérialisme tsariste, constitué sur des conceptions chrétiennes, ne concevait sa mission historique que dans la lutte avec le monde musulman,

plus particulièrement avec le monde turk. Ce point de vue étant admis, il n'a pas hésité à commettre une grande injustice en limitant les droits des populations musulmanes aux élections municipales, et l'on sait que la majorité des habitants d'une ville avait beau être constituée par des musulmans, le nombre des membres musulmans dans le conseil municipal de cette ville ne pouvait, en aucun cas, dépasser la moitié de l'ensemble des membres.

Ces restrictions ne s'étendaient pas à la bourgeoisie arménienne, exceptionnellement favorisée. Disons mieux, un musulman du Caucase ne pouvait acquérir de propriété foncière au Turkestan, mais un israélite, considéré cependant comme le plus malheureux des citoyens de la Russie au point de vue des droits, n'en était pas privé. Par ces mesures, le gouvernement russe poursuivait un but très net, lequel consistait à ne pas donner aux éléments turks, qui lui étaient antipathiques, la possibilité de progresser proportionnellement avec le développement général du pays. Ajoutons qu'en construisant la voie ferrée Bakou-Batoum, il n'a nullement pris en considération le développement économique et les besoins culturels du Caucase oriental, mais, au contraire, il n'a agi qu'au point de vue exclusif des intérêts des armées russes, si bien que cette voie ne touche, en dehors de Bakou, que la seule ville de Guendjé, qu'elle laisse d'ailleurs très loin, négligeant complètement les autres villes de l'Azerbaïdjan.

Malgré toutes ces mesures, les populations semi-féodales du Caucase oriental, au même titre que toutes les autres au Caucase, ont été amenées, grâce à la construction de tout un réseau de chemins de fer, à l'établissement d'une sécurité relative et, du fait de la capitalisation des mines de pétrole de Bakou, à un degré de culture et de développement inconnus jusqu'alors.

Une classe de commerçants commença à se former dans les villes; une bourgeoisie positive naquit et bientôt elle put prendre un rang honorable parmi la bourgeoisie des autres nationalités.

Dans le même temps, entre les provinces qui constituaient jadis les anciens khanats, s'établit une liaison plus étroite et les échanges se firent sur une échelle de plus en plus grande. Beaucoup de notabilités turkes, qui ne pouvaient plus, à cause de la crise née du capitalisme, continuer leur existence dans leurs villages, vinrent s'installer dans les villes, plus particulièrement à Bakou; le paysan turk, de son côté, se voyait obligé de s'engager comme ouvrier. Dans les écoles modernes étaient d'abord admis les enfants des *beks* et ceux de la bourgeoisie ensuite.

Ce mouvement donna naissance à une nouvelle génération. Les khanats féodaux turks furent remplacés par une démocratie turke très compacte.

La première révolution russe de 1905 et les événements qui s'ensuivirent agirent profondément sur le développement naturel de la société turke qui venait de naître, si bien qu'à la veille de la guerre mondiale on se trouvait en présence d'une société azerbaïdjanienne nationale assez avancée dans la voie du progrès.

M. E. RASSOULZ ZADE.



Les Bolcheviks et le Proche-Orient

Nous ignorons complètement l'activité bolcheviste du Proche-Orient. Fréquemment, la presse soviétique souligne les traités d'amitié et conventions que Moscou conclut avec ces pays. D'après ces communications, on pourrait vraiment croire aux sentiments d'amitié qu'éprouvent les bolcheviks par rapport aux régimes politiques de Turquie, de Perse et d'Afghanistan. Une connaissance plus approfondie avec l'active propagande des communistes de Moscou peut nous démontrer toute la fausseté de cette première impression. La lutte soutenue que le gouvernement de la République turque mène contre toute tentative des bolcheviks désireux de transporter la néfaste propagande des cellules communistes dans leur pays déchaîne de la part des Moscoutaires de furieuses attaques. L'activité du gouvernement de Kemal, dirigée contre l'influence de Moscou, afin de préserver les ouvriers turcs et de les organiser sur les bases de l'unité nationale n'est autrement appelée que : « zoubatovchtchina ».

« Zoubatovchtchina ! » cela veut dire une provocation organisée. Lorsque nous lisons dans les articles des bolcheviks de Moscou « Zoubatovchtchina de Kemal », nous pouvons nous représenter clairement les véritables sentiments des dictateurs du Kremlin envers le régime d'Etat existant en Turquie.

Les bolcheviks sont un peu plus réservés par rapport à l'Afghanistan. Cependant, ici encore, ils rêvent d'un coup d'Etat révolutionnaire. Durant le séjour du roi d'Afghanistan en U.R.S.S., les journaux soviétiques étaient remplis de louanges à son adresse. Mais tous ces articles ne parlaient que du point de vue extérieur de la visite du roi Amanoullah Khan, des avantages politiques que les bolcheviks pourraient retirer de son séjour sur le territoire de l'U.R.S.S. Quant aux sentiments des bolcheviks envers le régime qui existe en Afghanistan, on peut en juger d'après l'article paru dans *Ogonek*, journal hebdomadaire de Moscou, du 15 mai 1928. L'auteur, un certain B. Roustambek, conclut par les paroles suivantes :

« Ce n'est pas le padichah Amanoullah Khan qui va faire la réforme radicale de l'Afghanistan, avec son Conseil d'Etat formé de gens « sagaces », mais la population afghane ouvrière. Il n'y a pas à en douter. »

Il n'y a aucun doute non plus que la « réforme radicale » dont parle l'*Ogonek* de Moscou diffère sensiblement de celle qu'a faite et que peut introduire dans la vie du pays le roi Amamoullah Khan. Cette réforme radicale bolcheviste n'est autre qu'un coup d'Etat sous la conduite des agents de Moscou.

En cela le « doute non plus n'est pas possible ».

Mais c'est en Perse que les bolcheviks mènent une propagande des plus intenses. Depuis le « rapprochement » entre Moscou la Rouge et la Perse, les bolcheviks sont parvenus à organiser deux congrès du parti communiste de l'Iran. Le premier congrès eut lieu, il y a sept ans, à Enzeli; la Moscou d'alors était plus prudente et ne poussait pas les camarades persans sur la voie d'une lutte résolue contre les national-démocrates. C'est la même tactique qu'en Chine par rapport au Kuomintang, ce « Kemalisme chinois », d'après l'expression de M. Staline, et par rapport aux nationalistes

hindous. Or, au commencement de cette année, les bolcheviks ont réussi à organiser le second congrès du parti communiste de l'Iran à Ourmia. Cette fois, les agents moscouitaires insistèrent pour une action plus énergique et ils parvinrent à faire passer une révolution, préparée à Moscou et transmise par Bakou.

En raison du grand intérêt que présente ce congrès, et pour mieux comprendre le fond de « l'amitié » de Moscou pour la Perse, nous nous arrêterons plus longuement sur ce congrès. La question de la situation politique actuelle de la Perse fut le point essentiel du second congrès du parti communiste de l'Iran.

Pour les communistes de l'Iran, dirigés par l'agent de Moscou Sultan-Zadé, il est hors de doute que le chah de Perse actuel, Riza-Khan, n'est qu'un agent à la solde de l'impérialisme anglais. Voici, du reste, ce que nous lisons au paragraphe 4 de la résolution sur la situation internationale et intérieure de la Perse :

« L'Angleterre, prévoyant l'impossibilité de s'emparer de la Perse par la force, a résolu de mettre comme gouverneur de ce pays l'un de ses protégés, à l'exemple de la Mésopotamie et de l'Egypte, et par eux, lentement, mais résolument, assurer son hégémonie... L'impérialisme anglais, désenchanté de la dynastie des Kadjars, mit sa carte sur Riza-Khan, dans l'espoir que ce dernier saurait mieux défendre ses intérêts dans le pays, et notamment la question des capitulations... »

On peut se rendre compte jusqu'à quel point sont fondées les accusations des communistes persans, dirigés par Moscou, par le décret unique du 19 mai 1928 du gouvernement de Riza-Khan, mis soi-disant par les Anglais sur le trône pour défendre le régime des capitulations; ce décret, en effet, annule les capitulations.

Toute la tactique des agents de Moscou était basée sur cet argument, sincère ou dissimulé, que Riza-Khan voulait conserver, dans les intérêts de l'Angleterre et aux dépens de son pays, le régime des capitulations. De cette fière assurance rien n'est resté. Mais ce fait présente deux côtés intéressants :

Tout d'abord se trouve détruite la légende de Moscou à savoir que Riza-Khan est toujours prêt à souscrire aux exigences anglaises aux dépens des intérêts nationaux de la Perse; d'autre part, nous voyons que dans « l'Europe impérialiste » commencent à se réveiller de nouveaux principes ayant pour but de collaborer avec les pays d'Orient; cette collaboration, basée sur la reconnaissance de l'égalité des pays, et ces nouveaux principes diminueront considérablement les possibilités d'empoisonner le pays par le bolchevisme. C'est cette dernière circonstance qu'ils redoutent le plus.

Mais reprenons la résolution du congrès du parti communiste de l'Iran.

Les communistes persans ne poursuivent qu'un but : renverser le régime d'Etat existant. A cet effet, il faut faire avancer à tout prix l'idée de la révolution agraire immédiate. C'est sous cette formule que les communistes persans se proposent d'atteindre plus vite leur but, c'est-à-dire « le changement de la monarchie en république révolutionnaire du peuple ».

Pour plus de succès, les agents de Moscou recommandent à leurs protégés persans : 1° de demander à pénétrer dans toutes les organisations existantes où se trouvent parmi les éléments démocratiques, des ouvriers et des paysans et d'organiser ces éléments sur la base des exigences natio-

nales-révolutionnaires (1); 2° de propager l'idée de la révolution agraire immédiate parmi les troupes et parvenir ainsi à décider l'armée à passer du côté du peuple.

Cette résolution finit par un vœu demandant la suppression immédiate de la monarchie et le raffermissement des liens d'amitié avec l'U.R.S.S.

Il est certain que sans le « raffermissement des liens d'amitié » des communistes persans avec l'U.R.S.S., la préparation de la révolution agraire immédiate en Perse, c'est-à-dire la guerre civile et la ruine du pays, est chose impossible; cela n'est pas moins admissible pour les Persans tant soit peu sensés.

Telle est l'activité des bolcheviks de Moscou dans les pays amis du Proche-Orient.

J. B.

FRANK THOMAS

Le célèbre pasteur genevois M. Frank Thomas, ancien professeur, auteur de nombreux ouvrages religieux, moraux et sociaux, excellent orateur, qui exerçait une grande influence sur la foule et dont la popularité allait toujours grandissante, est décédé le 18 août.

La Géorgie perd en lui — et avec elle toutes les nations opprimées — un grand et fidèle ami. Au cours de sa féconde vie, F. Thomas a toujours soutenu toutes les causes nobles : Polonais, Tchèques, Serbes, Finlandais, Belges, Arméniens, Albanais et autres ont trouvé en lui un protecteur qui s'est dressé avec toutes ses forces contre leurs oppresseurs respectifs. N'est-il pas caractéristique pour son impartialité et la générosité de son cœur, le fait que lui, profondément chrétien, ait maintes fois manifesté son indignation contre les massacres des juifs en Russie : massacres connus sous le terme progroms, et qu'organisait souvent le tsarisme.

En ce qui concerne son attitude à l'égard de la Géorgie, il convient de rappeler que M. F. Thomas a immédiatement répondu, en février 1924, à l'appel du groupe d'initiative qui allait fonder à Genève un comité international pour la Géorgie, et qu'il vint assister à la première réunion qui eut lieu à l'Université de Genève, sous la présidence du regretté vice-recteur, M. Paul Moriaud. Plus tard, lorsque, au mois de mai, le Comité international, formé à la suite de la dite réunion, a organisé une grande manifestation en l'honneur de la Géorgie à l'Aula de l'Université, où feu Nicolas Tchéidzé, président de l'Assemblée Constituante Géorgienne, prit également la parole, un des principaux orateurs a été M. F. Thomas. Le tableau de la réalité géorgienne décrit par lui, avec son éloquence habituelle et sa voix puissante, a fait pleurer la plupart des auditeurs. Maintes fois interrompu par de chaleureux applaudissements, il a fini son discours au milieu des ovations enthousiastes de toute la salle. Nous nous permettrons de citer ici quelques passages de la conclusion de son discours :

« Vous comprenez pourquoi, Mesdames et Messieurs, nous ne pou-

(1) C'est aussi de cette façon que les bolcheviks ont brisé l'unité du Kuomintang chinois.

vons plus nous taire. Dans notre vieille cité, terre de refuge, nous avons l'habitude de protester toujours contre les injustices et les oppressions, d'où qu'elles viennent et quelles qu'en soit les victimes. Et nous sommes décidés, un certain nombre d'entre nous, et je l'espère, un nombre qui ira grandissant dans toute notre patrie, et sur toute la terre, à protester avec tant de de force, avec tant d'indignation, que les redoutables tyrans de Moscou seront obligés de nous entendre, s'ils ne veulent pas encourir la réprobation du monde entier, et très particulièrement de tous ceux qui aiment le peuple et qui auraient honte de l'exploiter.

« Nous protestons d'abord parce que nous sommes une démocratie déjà ancienne et qu'il s'agit là d'une démocratie sœur que l'on étrangle sous le couvert hypocrite de la liberté.

« Nous protestons ensuite parce que le peuple géorgien est extrêmement digne de la sympathie universelle, il l'a bien montré en luttant si courageusement et depuis si longtemps pour sa liberté et pour la réalisation de sa destinée de peuple souverain et indépendant. Il est capable de se gouverner lui-même et il en est digne, bien plus capable et bien plus digne que ceux qui l'assassinent pour lui enlever ses biens.

« Notre devoir n'est-il pas de tout faire pour hâter les jours heureux où, sur la terre, tous les tyrans et toutes les tyrannies auront disparu et où la liberté sera définitivement victorieuse ? »

Ces paroles expriment bien le haut idéal qui animait toujours les esprits les plus purs et les plus élevés. C'est pour la réalisation de cet idéal qu'ont lutté souvent, avec tant d'abnégation et d'héroïsme, les meilleurs hommes des générations passées. Et c'est sur ce terrain solide que se sont réunis à Genève, en Comité international pour la Géorgie, les éminentes personnalités de bonne volonté appartenant aux différents partis politiques, aussi bien bourgeois que socialistes, et à différentes nationalités.

Ce qui rend possible la collaboration étroite et sincère de ces groupements opposés, c'est que, dans les cadres du Comité, les questions politiques et sociales sont exclues de leurs préoccupations. Ici, il ne s'agit que de la seule question nationale : la défense de l'ensemble des intérêts du peuple géorgien avec toutes ses classes.

D'ailleurs, il est absurde de trop parler des classes lorsque, en Géorgie, il ne s'agit que de deux camps ennemis : l'Etat étranger qui est le patron, d'une part, et, d'une autre, toute la nation opprimée, qui est en même temps salariée par ce patron. Cela veut dire que toute la nation est aussi cruellement exploitée qu'opprimée.

C'est ce qu'ont compris les esprits généreux, les cœurs nobles, libres et absolument désintéressés, constitués en Comité international pour la Géorgie. Nous saisissons cette occasion pour leur exprimer, à tous sans exception, notre reconnaissance émue. (1).

(1) Il est à remarquer que les agents soviétiques n'ont pas manqué cette occasion de déployer leurs intrigues habituelles. Ayant pour règle l'emploi du « mensonge là où la force ne peut pas s'exercer », comme l'a avoué Trotski, ils lancèrent des insinuations contre le Comité encore en formation. Par l'intermédiaire de personnes respectables, dont la bonne foi est certaine, ils répandirent le bruit que la création du Comité était « une tentative des réactionnaires ».

C'était au printemps 1924. Ils sont arrivés, au moyen de mensonges persistants et de calomnies continuelles, à créer une situation très délicate, et très

Nous tenons à rendre ici un chaleureux hommage à la mémoire de M. F. Thomas, cette noble et active figure, dont la disparition est unanimement regrettée. (2).

Genève, le 27 août 1928.

KHARITON CHAVICHVILY,

Délégué du Gouvernement National de Géorgie à Genève.

AHMED TSALYKKATY

La rédaction de *Prométhée* vient de recevoir la triste nouvelle du décès d'Ahmed Tsalykkaty, l'un des hommes politiques les plus actifs du Caucase et l'un des collaborateurs de la revue *Prométhée*, survenu le 2 Septembre de l'année courante.

Après avoir achevé ses études dans l'Université de Moscou Ahmed Tsalykkaty consacra toute sa vie à la lutte pour la liberté du Caucase.

La révolution qui venait d'éclater en 1917 le fit passer dans les premiers rangs. Le premier congrès de 1917 des musulmans de toute la Russie le choisit comme Président du Conseil National des musulmans de Russie. Aux élections de l'Assemblée Constituante de Russie il fut élu député sur la liste des candidats présentés par les musulmans. Au moment de la prise du pouvoir par les bolcheviks, Ahmed Tsalykkaty partit dans son pays, où il se mit à la tête du Parlement national de Terek. L'occupation postérieure de la République Nord-Caucasienne par les armées de Dénikine et ensuite par les bolcheviks le força à s'expatrier à Tiflis, capitale de la Géorgie, indépendante à l'époque. Il y publia un journal dans lequel il défendait inlassablement l'indépendance du Caucase. A la suite de l'occupation de la Géorgie, il s'expatria en Europe, où il continua à mener une lutte acharnée contre l'occupation bolcheviste du Caucase. Tout dernièrement il fut invité par l'Institut oriental de Varsovie pour y lire une série de cours sur le Caucase.

Profitant de cette situation, il ne manqua pas à plusieurs reprises d'attirer l'attention et l'intérêt de ses auditeurs sur l'importance du problème caucasien.

Le défunt a laissé après lui toute une série d'œuvres littéraires. Dans la

difficile, car un certain nombre de personnalités ont été gênées d'être soupçonnées de prendre part à une telle tentative. Toutefois, la cause juste devait l'emporter. En effet, lorsqu'elles ont vu que les agents soviétiques s'adressaient à Genève, à ces mêmes « réactionnaires », en les sollicitant de « faire partie de la Société de l'Etude scientifique de la Russie », projet d'une organisation de propagande bolcheviste camouflée, les intrigues moscovites devinrent évidentes pour tout honnête homme : le pouvoir d'occupation opprime le peuple géorgien, les tchékistes torturent les prisonniers politiques géorgiens — c'est de la révolution ! Lorsque les Géorgiens se défendent ou font connaître au public les horreurs de cette occupation et de ces tortures — c'est de la réaction ! Nous sera-t-il permis d'attirer l'attention de nos amis sur cette abominable campagne continuelle de mensonges et de calomnies en les mettant en garde contre cette manœuvre perfide ?

(2) En disant que F. Thomas était aimé par tous les milieux, nous n'exagérons rien. Ce fait est confirmé même par l'organe socialiste de l'extrême-gauche *Le Travail*, qui écrit entre autres ceci : « La mort du pasteur F. Thomas a surpris douloureusement la population de Genève. Nous nous inclinons devant cette tombe... »

personne d'Ahmed Tsalykkaty, les peuples du Caucase ont perdu l'un des hommes politiques des plus actifs en même temps qu'un défenseur de la liberté et de l'indépendance du Caucase.

T. E.

Revue de la Presse

VERS L'ABIME

Les « patriotes » russes sont en plein désarroi. Ils ont le sentiment que la dictature soviétique marche à grands pas vers l'effondrement définitif, mais au lieu d'en ressentir de la joie, ils s'en montrent presque désolés. Quelle est la cause de cette étrange attitude ? Les *Dernières Nouvelles* nous en donnent quelques éclaircissements :

Nous avons déjà signalé, écrit le journal russe, qu'un souffle de désespoir s'est emparé de Staline et de son entourage au point qu'on en est venu à penser à un beau geste de suicide en recourant à une aventure extérieure. L'alerte militaire lancée d'abord par Staline, dans un but de tactique, et qui, par ricochet, l'avait gagné lui-même, s'est déjà répandue dans l'armée. Il y règne maintenant une attente fiévreuse qui laisserait supposer que « les fusils vont commencer à tirer tout seuls ». C'est en cela que réside le principal et terrible danger du moment, car cet état d'âme soviétique de l'imminence d'une guerre joue en faveur des menées hostiles à la Russie. Dans ces conditions, la catastrophe devient réellement possible. Dans les deux cas, le sort de la dictature est également condamné et sans espoir. Mais là n'est pas la question. La guerre ou la paix ne sont que les deux voies qui mènent à sa perte. Mais dans le premier cas elle peut entraîner vers l'abîme toute la Russie (?)

Cette argumentation manque de clarté. Lorsque, le 29 juillet 1878, les troupes austro-hongroises franchirent la Save pour occuper la Bosnie et l'Herzégovine, il n'y eut certes pas beaucoup d'hommes qui comprirent l'importance de cet événement. C'était là pourtant ce qui, trente-six ans plus tard, devait déclencher la guerre mondiale.

L'Ukraine n'a pas moins d'importance que la Bosnie, et le Caucase ne présente évidemment pas moins d'intérêt que l'Herzégovine, pour la paix et la tranquillité du monde. Il y a une analogie suggestive entre ces deux événements historiques, avec cette différence toutefois, que l'occupation des pays balkaniques s'est effectuée en vertu d'un accord international (traité de Berlin), tandis que l'occupation par les Soviets de l'Ukraine et du Caucase est dépourvue de toute sanction internationale.

Il est évident qu'une situation aussi anormale ne présage rien de bon pour la paix, et la leçon balkanique, espérons-le, ne sera pas perdue. La manière de voir la situation internationale actuelle sous l'angle « du désespoir de Staline » est ridicule, et non moins ridicule est la manière d'essayer d'impressionner l'opinion publique par la prétendue « effervescence guerrière de l'armée rouge ». Avec ou sans la guerre, la marche de l'Histoire est inéluctable : elle tend à l'affranchissement des peuples. Notre devoir à nous est de ne pas entraver cette marche et d'agir de telle sorte qu'elle s'accomplisse avec le moins possible de sacrifices et de larmes. L'impérialisme russe sera naturellement « entraîné vers l'abîme », mais quel soulagement pour l'Europe et pour l'Asie, et quel triomphe pour la démocratie universelle !

A L'ADMIRATION DE L'EUROPE

Sous ce titre, M. Junius fait, dans les *Dernières Nouvelles*, une âpre critique d'un livre de M. Strakhovski qu'il estime particulièrement nuisible à la cause russe :

Voyez un peu, le livre est écrit en français, fulmine M. Junius. Il faut comprendre

une fois pour toutes que toute la cause de l'indifférence de l'Europe, par rapport aux exploits du pouvoir soviétique, réside dans la conviction bien répandue que la Russie et les Russes sont réfractaires à toute notion de liberté et de droit au sens européen du mot, et que l'iniquité soviétique est la propriété, non pas du régime actuel, mais de l'histoire russe et de la mentalité russe.

Mais d'où vient le régime actuel lui-même ? Par quel miracle il aurait pu triompher, s'il n'eût pas été soutenu par le peuple russe et comment aurait-il pu durer depuis dix ans s'il n'était pas conforme à la mentalité du peuple russe ? C'est triste à constater, mais il en est bien ainsi. Voyez les autres peuples. Ils surent bien se constituer en républiques démocratiques et opposer une résistance héroïque aux envahisseurs du Nord. Ils luttèrent avec acharnement pour sauver leur liberté et ne succombèrent que sous les coups de la puissante armée rouge. Ce sont des faits qu'on ne peut nier et dont on ne saurait méconnaître l'importance.

Il est si difficile, continue M. Junius, de dissiper la conviction de l'Europe qu'en Russie rien n'est changé et ne peut être changé : il y avait le III^e Département, il y avait la « cravate stalypine », il y a maintenant la G.P.O.U. il y aura quelque autre chose encore sous une appellation quelconque. Les Russes sont toujours les mêmes. En Russie c'est toujours comme ça...

Nous comprenons la tristesse patriotique de M. Junius, mais il faut bien reconnaître, d'autre part, que l'opinion publique de l'Europe n'est point dépourvue de fondement. La « cravate stalypine » a sévi de tout temps, non seulement en Pologne, mais partout ailleurs, et la méthode du gouvernement est toujours restée la même. En 1783, le gouvernement de Pétersbourg a conclu un traité avec la Géorgie, garantissant à celle-ci l'indépendance politique et l'intégrité territoriale, et elle a été néanmoins perfidement abattue et annexée. En 1920, le gouvernement de Moscou a suivi exactement la même méthode : il a conclu un nouveau traité et reconnu sans réserve la souveraineté de la Géorgie, mais le pays n'en a pas moins été perfidement envahi et soumis à l'occupation militaire. « Les Russes sont toujours les mêmes. En Russie c'est toujours comme ça. »

D'ailleurs, M. Junius ne le conteste pas. Ce qu'il déplore, c'est qu'on se permette de les décrire en français et de les exposer ainsi « à l'admiration de l'Europe ». Il préférerait les voir se taire, il a raison. Il y a tant de pages à déchirer, tant de hontes à effacer.

PILLE LES PILLARDS

Dans son « Sermon sur la Montagne », le grand Lénine a proclamé la formule lapidaire de la morale communiste : « Pille les pillards ! » Malheureusement, la formule est assez embarrassante et trop pleine de menaces pour les nouveaux pillards eux-mêmes — qui, à leur tour, sont tout aussi exposés à la rigueur du même principe. Comment justifier, en effet, cette mainmise de Moscou sur le pétrole d'Azerbaïdjan et du Caucase du Nord ? *Prométhée* a ravi le feu du ciel, mais ce n'était tout de même pas le pétrole. La formule de Lénine n'y est donc pas applicable, elle ne confère aucun titre de propriété aux pillards moscovites. Le « tovarichtch » Sokolnikov en a le sentiment assez vif.

Il est possible, aurait-il déclaré dernièrement, que les cercles gardes-blancs russes essayent d'entraîner les sociétés de pétrole à la préparation d'une guerre contre l'U.R.S.S. en les tentant par la perspective de la conquête des régions pétrolifères de Bakou et de Grozny.

Il paraît que ce ne sont pas l'Azerbaïdjan et le Caucase du Nord qui furent victimes du brigandage soviétique, non. Ce sont les gardes-blancs. Voilà les propriétaires du sous-sol du Caucase, les véritables, ceux-là, les seuls qui pourraient, au pis aller, se constituer partie civile et demander des comptes. Mais qui sont ces gardes-blancs si ingénieusement mis en avant par l'esprit inventif

du tovarichtch Sokolnikov ? Serait-ce quelque peuple habitant un coin perdu du Caucase et qui aurait la prétention de faire prévaloir ses droits ? Que non. C'est un sobriquet donné à l'armée de Dénikine et de Wrangel. L'armée n'existe plus mais le sobriquet reste. Et voilà que le tovarichtch Sokolnikov, peu rassuré par la formule morale et juridique de son maître Lénine, s'accroche au fantôme depuis longtemps évanoui pour faire oublier la responsabilité réelle devant les peuples du Caucase, victimes de l'invasion soviétique. Ce n'est pas si malin que ça. Un bon bolchevik se tire toujours d'embarras.

IDEE DU DROIT

M. Tchitcherine continue à jouer son rôle tant bien que mal. Sa situation est vraiment intenable. Il doit, d'une part, contribuer de toutes ses forces au triomphe du précepte de Lénine — « pille les pillards » — et s'appuyer, d'autre part, sur l'idée du droit lorsqu'il est obligé d'avoir affaire à l'Europe. La note qu'il a adressée récemment à la Roumanie ne manque pas de saveur :

D'après des informations reçues par le commissariat des affaires étrangères, écrit-il, on procède à Galatz à la vente aux enchères de différents biens qui appartenaient jadis à l'armée russe et de deux cents bateaux remorqueurs et autres biens appartenant auparavant à une compagnie de navigation, qui avait à sa base exclusivement des capitaux appartenant à l'Etat russe. Conformément à la règle établie en droit, ces biens appartiennent indéniablement à l'Union Soviétique.

Mais, « conformément à la règle établie en droit », le pétrole de Bakou appartient à la République d'Azerbaïdjan et le pétrole de Grozny à celle du Caucase du Nord. Il y a là aussi des propriétaires étrangers qui ont investi leurs capitaux dans les entreprises pétrolières du Caucase et qui sont dépouillés, conformément à la « juridiction » de Lénine, de tous leurs biens. Pourquoi l'idée du droit doit-elle prévaloir à l'étranger, alors qu'elle n'a aucune importance sur le territoire du paradis soviétique ? Il paraît que cette conception est bonne « si l'on me paye » et qu'elle est mauvaise « si je dois payer ». Avec de telles conceptions hottentotes M. Tchitcherine n'a pas honte de se montrer à l'admiration de l'Europe.

Le gouvernement soviétique, termine-t-il, proteste catégoriquement contre la vente de ces biens et rend le gouvernement roumain responsable des dommages causés au gouvernement soviétique.

Les républiques du Caucase protestent non moins catégoriquement contre l'occupation militaire de leur territoire par le gouvernement soviétique et contre la vente de leurs biens volés.

Pour le moment, hélas ! « la morale hottentote » l'emporte.

MISE AU POINT

Nous lisons dans *L'Humanité* du 5 août 1928 :

La social-démocratie belge est un des plus grands ennemis du bolchevisme. La Belgique n'est-elle pas presque le seul (?) pays qui n'ait pas établi des relations avec l'Union Soviétique ?... Vandervelde, justement, n'a-t-il pas déclaré lui-même, il y a deux ans, que la Belgique ne reconnaîtrait l'Union Soviétique que lorsque le pouvoir menchéviste serait rétabli en Géorgie et lorsque les anciens capitalistes belges ayant des intérêts en Russie auraient été dédommagés.

Si les défenseurs du banditisme moscovite veulent s'expliquer l'attitude pleine de dignité de M. Vandervelde, ils n'ont qu'à consulter le traité russo-géorgien du 7 mai 1920. On y lit : « La Russie reconnaît sans réserve l'indépendance et la souveraineté de l'Etat géorgien. » Il ne s'agit donc pas « du pouvoir menchéviste » à rétablir, mais « de la souveraineté de l'Etat géorgien » foulée aux pieds par l'invasion de l'armée rouge.

LE SENS DU TACT

La presse publie un appel, adopté à l'unanimité par le Congrès du Komintern et adressé aux travailleurs de tous les pays, dans lequel le Congrès, après avoir relevé le danger d'une occupation polonaise qui est une menace pour le peuple lithuanien, les invite à organiser des manifestations de protestation pour empêcher un attentat contre l'indépendance de la Lithuanie.

Le Congrès ne demande point qu'on acclame en même temps l'occupation militaire du Caucase par les Soviets... Il a le sens du tact.

L'EGYPTE ET LE CAUCASE

Décidément, la révolution n'est belle que sous la tyrannie des rois. Par contre, sous la tyrannie des Soviets, la protestation, fût-elle verbale, est souvent malaisée. La preuve en est dans le manifeste que vient d'adresser au monde entier le Congrès international socialiste :

Nous protestons, y lit-on, contre le coup d'Etat de l'absolutisme en Egypte, coup d'Etat qui, pendant trois ans, prive le peuple égyptien de son Parlement. Pour ce peuple nous demandons l'indépendance réelle et, par conséquent, son admission à la Société des Nations. Nous demandons que le canal de Suez, cette grande voie de communication entre l'Orient et l'Occident, soit placé sous la protection de la Société des Nations et qu'en conséquence les troupes britanniques évacuent aussitôt ce territoire.

On chercherait en vain dans le manifeste un passage analogue qui soit consacré à la situation actuelle du Caucase. Pourtant, le sort de ce pays ne paraît pas moins digne d'attention ni moins susceptible d'éveiller l'indignation dans les cœurs « des travailleurs du monde entier ».

On se plaint du coup d'Etat de l'absolutisme en Egypte ? Fort bien. Mais le coup de force de l'absolutisme soviétique qui a envahi le Caucase et mis fin à l'existence libre et indépendante des républiques caucasiennes est-il meilleur ? Il y a déjà huit ans que les peuples du Caucase sont privés de leurs Parlements respectifs et qu'ils sont tous réduits à l'esclavage.

On demande l'admission de l'Egypte à la Société des Nations ? Fort bien. Mais un pareil geste en faveur du Caucase n'eût pas été moins beau ni moins à cœur aux travailleurs du monde entier. Pour faire ce geste il n'y manquait pas de considérations d'ordre politique ni même juridique, la plupart de ces républiques étant reconnues *de jure* comme Etats souverains.

« Nous demandons, continue le manifeste, que le canal de Suez, cette grande voie de communication entre l'Orient et l'Occident, soit placé sous la protection de la Société des Nations. » Et le Caucase ? N'est-il pas une large voie de communication qui ouvre toute l'Asie centrale et antérieure à l'activité économique de l'Europe et à son influence morale et intellectuelle ? N'est-il pas un pont entre l'Orient et l'Occident et n'est-il pas extrêmement désirable, dans l'intérêt de tous, qu'il soit placé sous la protection de la Société des Nations ?

A vrai dire, au point de vue si élevé où s'est placé le Congrès, on ne discerne pas bien quelle est la différence entre la situation respective de l'Egypte et du Caucase. L'impérialisme anglais ? Mais l'impérialisme soviétique est-il plus défendable ? L'Angleterre n'a rien détruit en Egypte, elle a grandement contribué à la renaissance économique et politique du pays qu'elle reconnaît maintenant presque indépendant. En tout état de cause, elle reste strictement dans les cadres des accords internationaux. Et les Soviets ? En vertu de quels accords internationaux occupent-ils le Caucase ? Qu'ont-ils fait avec l'économie du pays et la liberté des peuples ? Peut-on faire la moindre comparaison entre la politique anglaise, si impérialiste soit-elle, et le brigandage international des Soviets ?

Malgré l'évidence de ces faits, le Congrès demande que « les troupes britanniques évacuent aussitôt ce territoire... » et pas un mot sur ce que « les troupes soviétiques évacuent le Caucase ». C'est vraiment attristant.

Nous ne croyons pas que cette sorte de faiblesse pour l'impérialisme des Soviets contribue beaucoup au triomphe de la démocratie socialiste ou de la démocratie tout court. Dès lors, quoi d'étonnant si les peuples d'Europe et d'Asie, déçus dans leurs espoirs, tournent les yeux vers Rome et en attendent une protection contre le fléau communiste.

CHRONIQUE

AZERBAIDJAN

L'Azéri-Turk vient de publier, dans son N° 13, le rapport d'un prisonnier de la Tchéka qui, ayant subi pendant 14 mois les tortures inouïes des bourreaux, n'a dû son salut qu'à sa nationalité persane. De ce rapport nous extrayons les lignes caractéristiques suivantes :

« En 1925, le nombre des élèves turks ayant achevé leurs études secondaires à Bakou atteignait le chiffre de 260. Ayant décidé de ne pas entrer dans les écoles supérieures russes, ils publièrent dans les revues scolaires et dans les journaux turks une série d'articles à ce sujet. Enfin, une délégation de ces étudiants, dont faisait partie l'auteur de ce rapport, s'étant rendue auprès de M. Kouliev, commissaire du peuple azerbaïdjanien à l'Instruction publique d'alors, lui remit les revendications des étudiants.

Dans sa réponse, le commissaire du peuple leur fit savoir qu'il était un ami des étudiants prolétaires turks et par conséquent qu'il trouvait que ces revendications étaient justifiées et dignes d'être prises en considération; toutefois, il n'hésita point à leur tenir le langage suivant :

« A vrai dire, je ne suis pas sans crainte; il serait plus prudent que vous vous dispersiez, car si l'on savait que vous, étudiants turks, voulez vous séparer des étudiants non-turks, la conséquence en serait très grave pour vous; mais n'allez pas en conclure que je sois opposé à vos justes revendications. Sachez seulement que le comité central m'a réprimandé par deux fois, au sujet de la nationalisation des écoles turkes. Si je portais cette question à l'examen du comité pour la troisième fois, on me relèverait définitivement de ma charge. (On sait que, par la suite, M. Kouliev a été relevé de ses fonctions.)

Après une telle réponse, les étudiants turks se virent obligés d'entrer dans les écoles supérieures russes. C'est ainsi que l'auteur du présent rapport entra à l'institut de Novatcherkask. Cela n'empêcha pas la Tchéka de l'arrêter à Novotcherkask et de le ramener à Bakou.

Au cours de l'interrogatoire que lui fit subir la Tchéka, il fut plusieurs fois frappé et fut l'objet de tortures physiques; on l'enferma ensuite dans la cellule N° 23 de la prison de la Tchéka, où il resta pendant plusieurs mois. D'après l'intéressé, la cellule dépasserait en saleté tout ce qu'on peut imaginer. Les murs suintent d'humidité et le plancher est recouvert d'une épaisse couche de boue. Point d'ouverture, conséquemment point d'air ni de lumière. Vint enfin l'exil, en compagnie de trente autres patriotes azéris, notre étudiant est acheminé vers le nord de la Russie. A Moscou, les autorités soviétiques s'étant aperçues de sa nationalité persane le renvoient à Tiflis afin d'être expulsé en Perse.

Du 27 février et jusqu'au 19 mars, il passa son temps dans la prison de Bakou. Là, parmi les prisonniers, il remarqua plusieurs jeunes femmes azéries accusées d'avoir fait partie d'organisations politiques. Un autre prisonnier de la Tchéka, nommé Ihrahim-zadé, ayant subi des tortures physiques d'une sauvagerie sans exemple, perdit la raison et mourut peu après dans des circonstances tragiques. Toutes les démarches de ses camarades, prisonniers comme lui, pour améliorer sa situation, restèrent sans résultat; elles ne firent qu'irriter davantage

les Tchékistes qui redoublèrent de sauvagerie. Le jeune étudiant persan rencontra aussi de nombreux intellectuels azéris qui venaient d'être nouvellement arrêtés. Dans le nombre se trouvait l'ingénieur Abdul, professeur à l'Ecole polytechnique de la Faculté de Bakou.

GÉORGIE

Un de nos correspondants nous écrit de Géorgie :

L'armée rouge, chargée de garder la frontière turco-géorgienne, vient d'être renforcée par un régiment de cavalerie et des détachements d'artillerie et d'infanterie. Un à un, les officiers géorgiens sont relevés de leur commandement et remplacés par des Bolcheviks bon teint; les régiments géorgiens sont appelés dans d'autres régions pour faire place à des troupes venant de Russie. Aussi les persécutions exercées par cette soldatesque sur l'ordre de Moscou, ont-elles redoublé depuis quelques mois.

C'est contre la population catholique et les prêtres que les Bolcheviks sévissent avec le plus de cruauté. Tout récemment, à Mitzkheti, près de la frontière turque, six jeunes gens appartenant à la « Coopération catholique », durent s'enfuir pour échapper aux recherches des troupes rouges. Surpris à Khopi, au moment où ils passaient la frontière, ils durent soutenir une lutte acharnée contre les gardes soviétiques. Deux d'entre eux furent tués. Deux autres, grièvement blessés, furent emmenés à Batoum, où ils seront jugés et vraisemblablement exécutés. Les deux derniers parvinrent à passer en Turquie.

Même lorsqu'ils réussissent à gagner la Turquie, les Géorgiens ne sont pas à l'abri de la tyrannie des Bolcheviks. En vertu d'une clause du traité turco-russe, les fugitifs sont arrêtés et emprisonnés. Actuellement, quarante-cinq Géorgiens sont détenus dans les cachots turcs et l'on se demande si les autorités de Moscou n'exigeront pas, un jour, leur extradition.

A Akhal-Tzikhe, il y a quelques mois, un jeune prêtre catholique a été enlevé par les troupes rouges, emmené à Avlabar et exécuté. L'année dernière, le R. P. Chalva Vardidzé, supérieur du couvent géorgien de Constantinople, était rentré en Géorgie. Il fut aussitôt arrêté et condamné à dix ans de déportation. Il est actuellement prisonnier à Arkhangel, d'où il sera envoyé à Solovki, une île de la mer Blanche qu'on appelle « l'île des morts ».

Chaque jour, une vingtaine de personnes sont condamnées à la déportation.

CHEZ LES SOVIETS EN ASIE CENTRALE, par M. Tchokaïeff, avec préface de Pierre Renaudel.

C'est une terrible histoire de sang, d'oppression et d'ignorance que M. Tchokaïeff fait surgir à nos yeux dans cette émouvante brochure. (Hachette, 111, rue Réaumur.)

Errata. — Lire dans *Prométhée* N° 21, page 14, à la fin de l'article de M. H. Boczkowski, « ...mais vivante tout de même et *invincible* », au lieu de *indivisible*.

Le Gérant : P. GIRAULT

Saint-Cloud. — Imp. GIRAULT, 3, place de l'Eglise

Librairie Orientale et Américaine

Fondée en 1835

COMMISSION

EXPORTATION

JEAN MAISONNEUVE * *

MAISONNEUVE Frères, Successeurs

Libraires-Éditeurs

3, Rue du Sabot, PARIS (6^e) France

R. C. Seine 214.190 B. — Compte Chèques Postaux 423-73, Paris

Ouvrages relatifs à la Linguistique, l'Archéologie, l'Histoire, l'Etnographie, etc.
de l'Europe, l'Asie, l'Afrique, l'Amérique et l'Océanie

Grammaires, Dictionnaires, Chrestomathies
et Guides de conversation en toutes langues

Les littératures populaires de toutes les Nations, traditions, légendes,
superstitions, contes, chansons, etc.

Bibliothèque orientale — Bibliothèque linguistique américaine
Bibliothèque ethnographique, etc.

BIBLIOGRAPHIE — THÉOLOGIE

Revue de linguistique et de Philologie Comparée, fondée en 1868
Revue l'Etnographie

Grand choix de livres rares et curieux, Reliures anciennes, Livres à figures

CATALOGUE ENVOYÉ SUR DEMANDE

ACHAT DE BIBLIOTHÈQUES

E5114E
1928

საქართველოს

საგარეო საზღვარი

საქართველოს საგარეო საზღვარი

საქართველოს საგარეო საზღვარი

საქართველოს საგარეო საზღვარი

საქართველოს საგარეო საზღვარი

საქართველოს საგარეო საზღვარი

საქართველოს საგარეო საზღვარი

საქართველოს საგარეო საზღვარი

საქართველოს საგარეო საზღვარი

საქართველოს საგარეო საზღვარი